

MEETING DU P. S. U.

Vendredi 14 février à 20 h. 45 à la Mutualité

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 60 centimes

N° 182. — 15 FEVRIER 1964

CONTRE LE GAULLISME

Avec
le



**Unité d'action
des travailleurs.**

**Opposition
sans compromis.**

**Alternative
socialiste.**

**POUR UNE
DÉMOCRATIE SOCIALISTE**

LA DÉMOCRATIE DANS LE PARTI

Le Congrès de la Grange-aux-Belles a mis un terme au fractionnement du P.S.U. en de multiples tendances, plus soucieuses de s'affronter que de collaborer au développement du Parti. Il existe désormais une majorité et une minorité, ce qui est parfaitement normal dans un parti démocratique. L'une et l'autre sont composées de militants également attachés au socialisme, mais qui ont porté un jugement différent sur la situation politique et le rôle imparti au P.S.U. dans la période actuelle.

A travers les discussions et les votes du Congrès, la fusion des différents éléments ayant constitué le P.S.U. s'est définitivement accomplie. En effet, dans la majorité comme dans la minorité, les militants sont d'origines diverses ; nouveaux adhérents, anciens membres du P.S.A. ou de l'U.G.S., anciens communistes. Des croyants ou des athées, des marxistes ou des non-marxistes se retrouvent des deux côtés.

C'est parce que les militants du P.S.U., dans leur grande majorité, ont voulu subordonner les hommes aux idées qu'un tel résultat a été

obtenu. C'était le seul moyen d'y voir clair, de supprimer les clivages artificiels, de donner une image du Parti qui suscite l'adhésion. Au contraire, opposer des hommes et des fractions en une sorte de jeu déprimant et malsain détournait les militants de l'action et les sympathisants du Parti.

Une orientation politique étant prise, il convient désormais qu'elle soit appliquée et jugée à ses résultats. De manière à éviter l'impuissance et l'immobilisme d'hier, la majorité du C.P.N. a décidé de confier à un bureau homogène le soin d'exécuter la politique décidée par le Congrès National. Mais il est important que ce souci d'efficacité ne nuise en rien les droits de la minorité.

Le Bureau National a donc proposé au C.P.N. de prendre quelques dispositions pratiques garantissant la liberté d'expression à l'intérieur du Parti et permettant une information régulière des militants. Il a été décidé :

1° Le Courrier du P.S.U., organe intérieur du Parti, donnera régulièrement le compte rendu des réunions du C.P.N. et fera paraître une tribune libre à laquelle

pourront participer, sans aucune réserve, aussi bien les représentants de la minorité que ceux de la majorité ;

2° Dans Tribune Socialiste, non seulement la tribune libre sera maintenue chaque fois que le Parti aura à statuer à l'occasion d'un Conseil National ou d'un Congrès, mais elle sera également ouverte sur tous les problèmes dont le Parti n'a pas encore été saisi, ou sur lesquels il ne s'est pas prononcé.

Il va de soi que l'orientation décidée par le Congrès, de même que son application par le C.P.N., ne sauraient être mises en cause publiquement aussi bien dans Tribune Socialiste que dans la presse extérieure au Parti. En effet, il n'est pas de démocratie interne possible si une totale solidarité ne se manifeste pas devant le pays et les travailleurs tant que des instances démocratiquement consultées n'ont pas modifié la ligne politique arrêtée par la majorité. Par contre, tant qu'une décision n'a pas été prise, sur une question donnée, la discussion doit être libre et publique. Cela est conforme à l'image du parti démocratique

que nous voulons construire et opposer aux appareils tout-puissants qui ont fait tant de mal au mouvement socialiste.

Une hirondelle ne fait pas le printemps. Les mesures arrêtées par le C.P.N. auront certes besoin d'être rodées pour qu'on en mesure les effets. Ce qui compte aujourd'hui, c'est que le P.S.U. ordonne ses discussions et garantisse les droits de ses militants. Depuis sa création, il n'y est pas toujours parvenu. L'ouverture d'une tribune libre régulière dans Le Courrier du P.S.U. comme dans Tribune Socialiste, décidée par le C.P.N., ne constitue pas seulement une innovation. Elle doit permettre à tous les échelons une collaboration franche entre minorité et majorité, et consolider l'unité du Parti, sauvegardée par les militants au Congrès de la Grange-aux-Belles.

Discipline dans l'action, droit de critique à l'intérieur du Parti, liberté de discussion sur toutes les questions que le Congrès National n'a pas tranchées, telles nous paraissent être les exigences de notre démocratie interne et de notre unité.

Pierre Beregovoy.

Drôme : journées d'études sur les problèmes municipaux

Les 1^{er} et 2 février, la Fédération P.S.U. de la Drôme a organisé à Valence un week-end d'études sur les problèmes municipaux. Nous avons fait appel, pour ces journées, à M. R. Beaunez, rédacteur en chef de correspondance municipale.

Le samedi après-midi était réservé aux militants du P.S.U., Beaunez nous donna des indications sur la façon de préparer une campagne en vue d'élections municipales.

La journée du dimanche était placée dans le cadre de l'A.D.E.L.S., ce qui nous avait permis d'inviter un plus large éventail de personnes :

— le matin, exposé de R. Beaunez sur ce sujet : « Est-ce qu'il existe un renouveau des forces démocratiques ? » Ensuite, étude sur la commune : ses droits, pouvoirs, devoirs ; sa vie économique, sociale ;

— l'après-midi, sur l'exemple de ce qui a été réalisé dans un quartier neuf de Valence, discussion générale sur ce qui peut être fait en matière de réalisations sociales dans une commune.

Journées très instructives et profitables pour les participants qui décidèrent de renouveler ce genre de rencontre.

Trente personnes furent présentes à ces deux journées.

Lot-et-Garonne : Bon départ

Le 29 janvier, la section d'Agen distribuait les cartes à ses adhérents. Les absents eurent tort : l'ambiance était excellente, les sympathisants nombreux et de qualité. Parmi eux, deux sortes : les nouvellement amenés, dont on reparlera, et les membres de l'U.F.D. (Union des Forces Démocratiques) qui eut, à Agen, des statuts déposés et sept élus au conseil municipal.

Notons, au passage, que ce groupe n'a pas approuvé le budget primitif de la ville. Motif : insuffisance d'information ; traduisons : insuffisance de démocratie, le vrai mal, le mal profond.

La section et la fédération espèrent que les positions nettes du P.S.U. encourageront ces sympathisants à rejoindre peu à peu leurs rangs, au moins à travailler avec elles pour :

— œuvrer, sans relâche, malgré les rebuffades, à l'union des forces de gauche, des forces socialistes, sans exclusive à gauche, sans compromission avec la réaction capitaliste et ses auxiliaires, ne fût-ce que par opportunisme ;

— recherche permanente des occasions d'action commune avec les partis et organisations amis ;

— favoriser dans ces partis et organisations, ainsi que parmi les inorganisés, le travail et la montée des militants et des citoyens qui aspirent sincèrement à l'union des gauches, à la démocratie socialiste, qui sont prêts à se dévouer non pour leur propre avenir, mais pour la cause de tous.

Hautes-Pyrénées : présence du P.S.U.

Notre camarade Bernard Fis, président de la Coopérative agricole du plateau de Lannemezan (Hautes-Pyrénées), a été élu à la Chambre d'agriculture de ce département pour l'arrondissement de Bagnères-de-Bigorre, avec 3.408 voix sur 4.728 votants et 7.461 inscrits.

Cela témoigne des capacités de notre camarade et de la présence réelle du P.S.U. dans le département.

Tarn-et-Garonne : Réunion à Montauban

Le 19 février, meeting à Montauban (Tarn-et-Garonne), en soirée, avec E. Depreux qui développera le contre-plan.

Le programme de transition du P.S.U.

La Commission nationale permanente du programme, créée par le congrès de la Grange-aux-Belles, prépare actuellement un certain nombre de textes qui seront soumis à la discussion des sections et fédérations par le canal du « Courrier du P.S.U. ».

Dès la semaine prochaine, les textes « Problèmes économiques » seront publiés dans le « Courrier ». Les sections et fédérations devront choisir entre les trois textes proposés celui qui définira les positions officielles du P.S.U. sur les problèmes économiques. Des bordereaux seront envoyés aux fédérations pour collationner les votes des sections.

Mais, dès maintenant, les militants et les sections doivent se procurer les textes soumis au choix afin que les votes aient lieu dans de bonnes conditions et en temps utile.

Pour cela il faut prendre sans tarder des abonnements en nombre suffisant au « Courrier du P.S.U. » en s'adressant à « Tribune Socialiste », 54, boulevard Garibaldi, Paris (XV^e), C.C.P. 5826-65 Paris. — Prix de l'abonnement : 6 francs.

Côte-d'Or : Constitution d'un Comité départemental M.C.A.A.

Un Comité départemental M.C.A.A. est en voie de constitution en Côte-d'Or. De nombreuses adhésions ont déjà été enregistrées.

Des activités diverses sont envisagées, colloque sur la menace atomique et la force de frappe, manifestations publiques, etc.

Adhésions : Bernard Bérodière, C.C.P. 675-17 Dijon.

Cotisation annuelle minima : 5 F. Etudiants et assimilés : 3 F.

Toulouse : conférences

● Le mardi 18 février, à 21 heures, salle de l'ancienne Faculté des Lettres, 17, rue de Rémusat, sous la présidence de Raymond Ledrut, agrégé de philosophie, aura lieu une conférence-débat : « Démocratie rénovée, démocratie socialiste », par Jean Popperen, agrégé d'histoire, chargé de conférences à la Sorbonne.

Le Cercle populaire d'études de Toulouse et la Fédération P.S.U. de la Haute-Garonne organisent :

● le dimanche 23 février, à 9 heures, salle du Torton (place du Capitole), une journée d'études, animée par Pierre Belleville, sur le thème : « Tendances nouvelles de la classe ouvrière », avec la participation de militants syndicalistes des entreprises toulousaines ;

● le jeudi 27 février, à 21 heures, salle de l'A.B.C. (rue Saint-Bernard), une conférence publique suivie de débats au cours de laquelle Gilles Martinet traitera du sujet suivant : « Présidentialisme ou Démocratie socialiste ? », sous la présidence de René Gouyon, professeur à la Faculté des Sciences de Toulouse.

A.D.E.L.S. : Troisième cours du cycle logements

Le troisième cours du cycle logements, organisé par l'A.D.E.L.S. et l'Institut parisien d'étude communale et régionale, aura lieu le lundi 17 février, à 20 h. 45, 68, rue de Babylone, Paris.

Il portera sur l'Urbanisme et la rénovation.

On sait l'importance des opérations d'aménagement dans la région parisienne et leurs incidences sur la vie économique et sociale.

Nous pensons que de nombreux militants ne manqueront pas de suivre ce cours destiné à donner des éléments d'information sur ces problèmes pour leur permettre d'agir en connaissance de cause.

Nouvelles du P.S.U...

Une nouvelle section vient d'être créée, à Valleroy (Meurthe-et-Moselle), dans le secteur minier du fer et de la sidérurgie. Le secrétaire en est Claude Krysanjac, habitant le groupe scolaire.

... et de Tribune Socialiste

La section de la Garde (Var) propose une émulation entre toutes les sections et tous les adhérents et sympathisants du P.S.U. : qui fera le plus grand nombre d'abonnés à Tribune Socialiste ?

La même émulation va pouvoir se manifester pour la diffusion des bons de soutien. Les records de l'an dernier seront battus si chacun s'y emploie à fond. Tribune Socialiste a besoin du ballon d'oxygène qui lui sera ainsi procuré, en attendant que l'objectif des 10.000 abonnés soit atteint.

A Audun-le-Roman nos amis cheminots sont en deuil

Une fois de plus, avec la catastrophe ferroviaire d'Herserange, deux travailleurs viennent de payer de leur vie la compression du personnel, et le manque d'une sécurité efficace à la S.N.C.F.

Certes, dans cette catastrophe, il y a eu défaillance humaine d'un agent de la gare de Saulnes, mais encore faut-il voir dans quelles circonstances, car peut-on, dans un secteur où il y a un important trafic, demander à un seul homme d'avoir la charge de la manœuvre, du téléphone, et même de l'enregistrement des colis ?

Pourquoi, à l'ère de l'automatisme et de l'électronique, en sommes-nous encore au procédé de signalisation dit « cantonnement téléphonique », système archaïque, et non pas au bloc automatique de signalisation, car si ce perfectionnement donnait toutes garanties avait existé sur ce parcours, le monde cheminot ne pleurerait pas aujourd'hui deux des siens.

Mais là, une fois de plus, malgré leurs nombreux appels à la sécurité, les syndicats n'ont pas été entendus, et il y a tout lieu de penser que l'Etat-patron accorde plus facilement des transports préférentiels (déficitaires) aux grands monopoles que sont les mines et la sidérurgie, plutôt qu'il n'investit pour assurer une humaine sécurité à son personnel.

En cette douloureuse circonstance, où le destin a voulu que je perde un de mes meilleurs amis, et que l'un des nôtres pleure la disparition d'un frère aimé, j'adresse mes condoléances émues à ces deux familles dans la peine, et les assure de mes sentiments les plus fraternels.

C.E.S. : différend sino-soviétique

Le Centre d'études socialiste organise un débat sur le différend sino-soviétique, avec l'intervention de Lelio Basso, Pierre Cot, Isaac Deutscher et J.-M. Vergès. Il se tiendra salle des Horticulteurs, 84, rue de Grenelle, le mercredi 19 février, à 20 h. 30.

Elections cantonales : le dossier technique est paru

Fédérations, sections : Tout ce qu'il faut savoir sur les modalités des élections, le rôle et le fonctionnement des Conseils généraux, les problèmes généraux et cantonaux est condensé en treize fiches techniques, à votre intention, par la Commission nationale d'action locale.

Commander les dossiers directement : 54 boulevard Garibaldi, Paris (XV^e). L'exemplaire : 2 francs.

"SAINT-NAZAIRE" est plus important que "BORDEAUX"

QUAND on voit l'aggravation rapide prise par les conflits sociaux en ce début d'année, quand on réfléchit à leurs causes et mesure leurs conséquences, on est amené à considérer qu'ils demeurent les vrais problèmes sur lesquels doit se juger et se combattre la politique gaulliste.

Saint-Nazaire, Denain, Imphy, la R.T.F. sont des réalités bien plus importantes que les discours dominicaux dont la série vient de commencer à Marseille et à Bordeaux.

La grande erreur serait pour nous de centrer toute notre attention sur cette campagne présidentielle et de subordonner notre comportement à la seule analyse de son déroulement.

Les élections à la présidence de la République ne sont prévues que pour la fin 1965.

D'ici là, bien des événements auront lieu, qui obligeront les candidats à pousser plus avant qu'ils ne le font actuellement leurs propositions politiques et économiques.

Qu'il soit donc entendu une fois pour toutes que nous avons suffisamment défini notre position.

Ce qui nous importe, c'est de construire une démocratie à la fois politique et économique qui évite les deux solutions :

- du retour à la IV^e République ;
- de la survivance du régime de de Gaulle.

Nous nous refusons donc à entrer systématiquement dans le jeu stérile de l'exégèse hebdomadaire des discours.

Nous porterons donc notre attention sur l'analyse des faits politiques, sociaux et

économiques et sur les propositions que nous avons à faire dans le cadre de notre politique dite du « contre-plan ». Nous rechercherons ainsi les moyens à mettre en œuvre pour que puisse se construire une véritable démocratie socialiste et se resserrer les liens entre les partis et les syndicats se recommandant du socialisme.

Revenons donc aux problèmes sociaux.

Presque tous démontrent l'inquiétude des travailleurs quant à l'évolution future de leur emploi.

Hier, à Decazeville, nous avons vu la première manifestation de cette inquiétude collective et, dès cette époque, notre parti (déclarations du bureau national et du comité politique nationale, conférence de Pierre Mendès - France) prévoyait qu'elle se reproduirait régulièrement et à une plus grande échelle, atteignant surtout « les vastes collectifs groupés autour d'industries évoluées » telles que : les chantiers navals, l'aéronautique, l'automobile, etc.

Nous disions alors que les transformations économiques prévisibles à court terme devraient entraîner l'étude et la mise en place de solutions de rechange ; à condition qu'elles soient recherchées avec l'accord des travailleurs et dans un cadre économique plus large, englobant les couches sociales (commerçants, paysans) appelées elles aussi à envisager leur reconversion.

Les Pouvoirs publics, une fois de plus, sont restés sourds à notre argumentation. Tous leurs projets de solutions sont arrivés trop tard ou sur un étalement à trop court terme.

Il ne pouvait en être autrement si l'on

veut bien considérer que les décisions de ces Pouvoirs publics sont inspirés par le gaullisme et qu'ils sont de ce fait insensibles aux besoins réels des masses populaires. Leur structure même est tellement déséquilibrée dans le système politique actuel qu'ils ne peuvent que subir les événements, isolés qu'ils sont des bases réelles du travail.

Cette période de lock-out, de licenciements, de reconversion improvisée repose tout le problème de la planification.

Répétons-le : un plan ne s'impose pas. Pour être efficace, il doit s'appliquer sous le contrôle des organisations de travailleurs qui en ont été les créateurs d'origine. Leur collaboration active à sa confection est donc la condition nécessaire de sa bonne application.

De plus, un plan est conditionné par le système politique qui en a la charge d'exécution. Il nécessite donc la création d'une majorité d'action associant toutes les forces politiques de la nation.

Toute autre conception ne peut être que technocratique.

Et toute politique s'en inspirant ne peut que substituer la volonté d'un homme à celle du peuple.

Et c'est alors l'existence même du plan qui est posée. Rendu inefficace, il est contesté par les puissances capitalistes et les technocrates songent alors à une « déplanification » qui les libère.

C'est ce qui se passe actuellement, face à un IV^e plan non exécuté et en prévision d'un V^e Plan escamoté.

Harris Puisais,
Directeur politique
de « Tribune Socialiste ».

Les interventions des délégués du P.S.U. au colloque socialiste

Le colloque socialiste convoqué par un groupe socialiste de la S.F.I.O. (G. Brutelle, A. Gazier, G. Jaquet et d'autres) s'est réuni les 8 et 9 février. Les mêmes organisations y étaient représentées que lors du colloque préparatoire. Un schéma introductif de Quillot (S.F.I.O.) a permis de débattre différents problèmes généraux du socialisme, en particulier ceux des rapports entre catholiques et socialistes, de la démocratie, et des rapports entre syndicats et partis.

Pierre Naville

Le socialisme vise la libération de la personne humaine, mais il la cherche à travers l'abolition du régime du salariat. L'aliénation, l'oppression principale, est celle qu'exerce le capitalisme, par l'exploitation. Voilà l'axe de lutte fondamentale du socialisme. L'action exige l'unité, un front du socialisme. Nos discussions n'ont d'intérêt que si elles s'élargissent aux absents, la F.E.N., Force Ouvrière, et les communistes. Il serait inutile d'aboutir à des formules communes si elles ne s'incarnaient pas dans une action coordonnée avec les communistes. Les problèmes du socialisme sont ceux de toute la classe ouvrière. Cette discussion n'a de sens que si elle s'élargit aux communistes, d'autant plus que nos désaccords avec eux sont réels. Ils n'acceptent pas l'idée d'une alternative socialiste au régime. Pourtant, c'est celle qui découle de nos objectifs finaux et transitoires. Il n'y a pas actuellement de discussion doctrinale valable en dehors d'un appel à toutes les forces d'un front socialiste. Par exemple, on doit discuter d'une politique de contre-plan, de nationalisation, dans un certain cadre politique. Les nationalisations, un programme de transition planifié, ne sont pas des questions techniques ou purement économiques. Ce sont des forces politiques qu'elles mettent en jeu, car il s'agit de briser

Nos camarades ont proposé que cette discussion s'élargisse désormais aux communistes ainsi qu'aux syndicats qui s'étaient abstenus jusqu'à présent (F.E.N. et F.O., en particulier). Cette proposition n'a pas été retenue, la plupart des participants estimant que les contacts avec le parti communiste ne seraient possibles qu'une fois l'accord réalisé entre socialistes « démocratiques ». Il sera donc nécessaire d'envisager l'avenir des colloques en tenant compte de ce point de

Georges Servet

un pouvoir, celui que le régime consolide sous l'égide de l'Etat, et qui reste celui du capitalisme. Voilà pourquoi nous vous demandons d'élargir ces colloques aux absents, aux communistes, pour que soit discuté le programme de l'alternative socialiste, qui seul peut donner à nos débats toute leur portée.

C'est au titre de l'examen de conscience qu'il faut comprendre la demande du P.S.U. visant à ouvrir le dialogue avec les communistes. L'expérience nous semble montrer en effet que la gauche n'a rien à gagner à laisser le champ libre au P.C. à l'intérieur d'une « barrière sanitaire » comme on l'a fait en vain depuis trente ans. Il paraît utile de situer les courants socialistes par rapport à leurs objectifs initiaux. Il faut bien reconnaître que le socialisme démocratique est aujourd'hui un courant minoritaire dans la nation et un mot qui, dans l'esprit de l'opinion, est associé à trop d'échecs. Pourquoi ? Quelles que soient les écoles philosophiques, les courants socialistes s'étaient définis autour de quatre objectifs principaux :

1^o Un objectif de bien-être pour tous ; sur ce point pas grand-chose à dire, c'est l'objectif dont ils se souviennent le mieux ;

vue, aujourd'hui débordés tant par les problèmes posés par la candidature Defferre, soutenue par la S.F.I.O., que par la discussion dans la presse ouverte entre le P.C. et la S.F.I.O.

Débraz et Jeanson, pour la C.F.T.C., Schaeffer et Lebrun, pour la C.G.T., Debatisse et Douroux, pour le C.N.J.A., des représentants de la Jeune République, de Vie Nouvelle, du club Jean-Moulin, ont apporté le point de vue de leurs organisations. Tous estiment qu'un effort

2^o Un objectif de justice sociale, à l'origine on disait même d'égalité ; sur ce point l'essentiel est oublié. Si nous sommes toujours capables de protester contre l'aggravation des inégalités de revenus, nous ne sommes pas capables de proposer une hiérarchie de rémunération en fonction des qualifications pour en tirer ensuite une politique. Dans ce domaine la gauche a tout à faire pour retrouver une conception de l'égalité parmi les hommes ;

3^o Un objectif de dignité. A l'origine la pleine souveraineté de chaque homme devait être réalisée par la suppression des classes et, à la suite, la suppression de l'appareil d'Etat et de toute contrainte. On est passé de ce rêve à la gestion ouvrière, mais maintenant que mes camarades syndicalistes à la lumière des expériences de l'Est comme de l'Ouest constatent qu'il faut réserver au syndicalisme un droit permanent de contestation, le problème de la gestion ouvrière ne peut plus être posé dans les mêmes termes que par le passé. Quel type de relations contractuelles est capable de faire respecter la dignité des hommes dans les rapports de production ? Voilà une des grandes questions du mouvement socialiste d'aujourd'hui.

4^o L'objectif communautaire. C'est manifestement le plus oublié, personne ne sait plus que le socialisme était d'abord la proposition d'un genre de vie dans lequel l'homme ti-

rait son épanouissement de ses rapports avec les autres. Or, l'évolution technologique fait aujourd'hui réapparaître les structures de vie collective et des relations communautaires qu'il s'agit de l'urbanisme, de la couverture des risques sociaux ou du pouvoir de décision dans l'entreprise et dans l'économie. Retrouver la force de ces objectifs de toujours à la lumière des développements les plus récents de nos sociétés telle est aujourd'hui la tâche du socialisme.

Henri Longeot

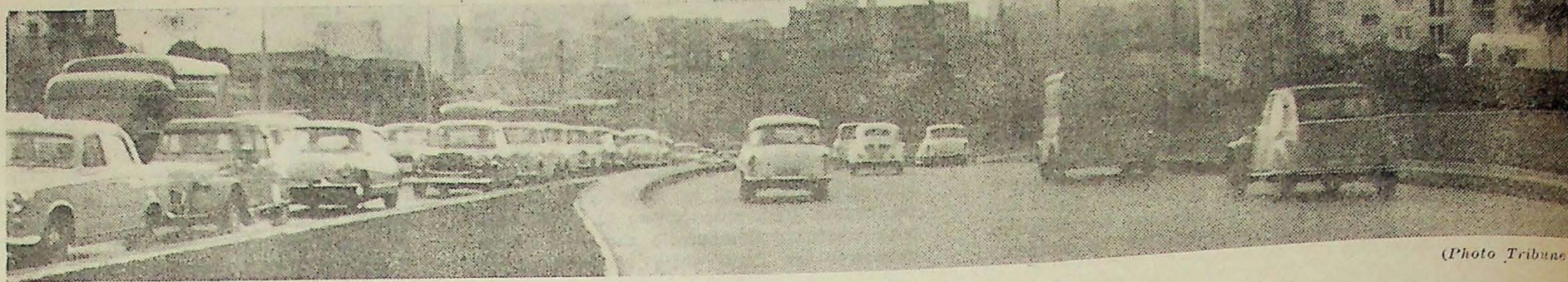
H. Longeot rappelle que l'épreuve « réelle » de la construction d'une organisation socialiste avec des chrétiens et des non-croyants n'est pas nouvelle. Un nombre non négligeable de catholiques l'ont vécu au M.L.P., à l'U.G.S., puis au P.S.U. Cette expérience est positive malgré les difficultés rencontrées qu'il ne serait pas inutile d'analyser.

D'abord il faut constater que trois conditions ont été respectées, qui ont facilité la réussite :

1) Les catholiques n'étaient pas au P.S.U. « en tant que tels ». Ils n'étaient pas en groupe organisé faisant pression collectivement sur les

(Suite page 5)

Le Syndicat National des Automobilistes :



(Photo Tribune)

Une certaine confusion, une certaine incohérence

PRESSURE par une fiscalité de plus en plus abusive, payant deux fois des autoroutes non encore construites, mis dans l'impossibilité de stationner par l'incompétence concertée des Pouvoirs publics, soumis à une réglementation complexe voire contradictoire, l'automobiliste français après avoir montré sa colère tend maintenant à organiser sa révolte. Voici trois ans, une première campagne avait été lancée sur le thème « Non à la vignette ». Faute de prolongements comme d'action suivie, après avoir rencontré un réel écho, ce thème fut abandonné et tout rentra provisoirement dans l'ordre.

La « réforme » des tarifs d'assurance, mise en œuvre depuis juillet dernier, a constitué en quelque sorte la goutte d'eau faisant déborder le vase. La presse spécialisée se faisant l'écho d'un mécontentement de plus en plus accentué et d'une volonté d'action, le projet de constitution d'un syndicat national des automobilistes prit rapidement corps. L'Auto-Journal et le groupe Hersant s'en sont

fait depuis six mois les supporters et c'est à eux qu'appartient l'initiative de la réunion des premières assises des automobilistes français.

L'ampleur des problèmes posés, l'importance des adhésions recueillies (350.000 à l'ouverture du congrès), l'intérêt des revendications défendues faisaient que l'assemblée constitutive et ses premiers débats étaient attendus avec curiosité.

Selon les organisateurs, 10.000 automobilistes avaient répondu à l'invitation de se réunir en congrès pour constituer les cadres de leur syndicat. Comme depuis la disparition du « Vel d'Hiv » aucune salle parisienne ne peut recevoir un tel nombre de personnes, les initiateurs sélectionnèrent — selon quels critères ? — 5.000 postulants. Des défections firent cependant que le Palais des Sports de la Porte-de-Versailles ne rassembla que quelque 3.000 participants.

La mise en scène fut fort soignée. Un excellent montage audio-visuel constitua la première partie de la réunion. En 45 minutes, le film, la parole, le dialogue, la musique si-

tuèrent objectivement le problème de l'automobile dans la France de 1964. Ainsi mis dans l'ambiance, les délégués abordèrent les problèmes pratiques.

Que voulaient les automobilistes réunis Porte-de-Versailles ? La réalisation d'un programme ainsi défini :

- modernisation du réseau routier (construction d'autoroutes avec les sommes versées pour le Fonds d'investissement routier, élargissement de 15.000 km de routes nationales) ;
- amélioration de la circulation (création de parkings gratuits, construction d'itinéraires de dégagement, etc.) ;
- diminution du prix de l'essence (l'essence de France est aujourd'hui la plus chère du monde...) ;
- réforme de l'assurance automobile ;
- signalisation rationnelle et éducation véritable des conducteurs.

Seule la mise en œuvre de ce programme permettra, affirment les congressistes, de mettre un terme au double scandale constitué par le fait que l'on dénombre un mort sur la

route toutes les 53 minutes (« Un Hiroshima tous les six ans » affirme l'un des slogans) et les 770 milliards détournés du Fonds routier, qui par le jeu des 4.000 points noirs, des routes étroites et non entretenues, sont la cause de l'hécatombe.

Par quels moyens réaliser ce programme ; les initiateurs comme les membres du bureau très provisoire sont restés discrets. Certes, le président a promis pour les mois à venir « des actions spectaculaires ». Lesquelles ? Aucun congressiste ne pourra obtenir d'éclaircissement. Mieux, un orateur, médecin de son état, répudiera toute forme d'action directe qui, paraît-il, évite à chacun de s'engager personnellement et le laisse se reposer sur le voisin. Il préconisa, sous les huées, « l'action psychologique » de bouche à oreille... Il faut dire que le bureau et les orateurs sont assez curieusement choisis : avocats, médecins, un polytechnicien, un directeur de société, un industriel, des experts, un éditeur, etc... A première vue, pas le moindre ouvrier, pas le moindre employé ou cadre. Ces derniers devront se contenter d'être dans la salle.

Le style du syndicat explique-t-il ce silence ? C'est en effet un « syndicat présidentieliste » dont le président sera élu par l'ensemble des adhérents. Ce dernier, veut-il, comme un prédécesseur aux desseins impénétrables, distiller à petite dose la vérité, pardon, l'action révélée ?

Quoi qu'il en soit, le meilleur et le pire voisine dans les interventions. Le meilleur est surtout dans l'exposé de problèmes techniques. Mais en ce qui concerne l'assurance, les dirigeants provisoires du syndicat ne feront qu'une seule proposition : créer leur propre mutuelle. Cela peut régler certes le problème pour les adhérents, mais en aucun cas celui de l'assurance en général et de l'assurance automobile en particulier. Dénoncer la « féodalité » c'est bien, mais ce n'est pas une mutuelle qui la détruira. Est-ce que la proposition d'une véritable nationalisation ne serait pas à la fois plus constructive et plus efficace ? Même chose en ce qui concerne l'aménagement du territoire. Il est salutaire d'inclure les problèmes de la route dans un cadre plus vaste, mais pourquoi parmi les mesures proposées se faire le défenseur de l'aménagement des horaires de travail, panacée du gaullisme militant pour éviter de résoudre les problèmes de la durée du travail, du développement et de la modernisation des transports publics ? D'ailleurs pourquoi pas un seul mot n'a-t-il été dit sur ce dernier sujet qui pourtant est lui aussi vital, y compris pour les automobilistes ?

Un certain déséquilibre de représentation a sans doute entraîné à la fois une certaine confusion voire une certaine incohérence. Car, par exemple, les V.R.P. ne représentent qu'une minorité parmi les usagers de l'automobile. Il semble pourtant que leur voix ait été prépondérante.

Il est certes trop tôt pour porter un jugement d'ensemble sur cette nouvelle initiative dont l'utilité est indiscutable. Le problème de l'orientation et des moyens dépend des intéressés. L'organisation des sections et des fédérations, qui procéderont dans un proche avenir à la désignation de délégués pour le premier congrès, sera déterminant. Car aujourd'hui, il ne s'agit que d'un pré-lude. Ce syndicat des usagers sera en définitive ce que les usagers le feront ou ce qu'ils le laisseront devenir.

Le représentant en automobiles : un travailleur exploité qui s'ignore

LA situation professionnelle du représentant en automobiles est, en général, peu connue des économistes parce que mal définie parmi les couches de travailleurs. Assimilée à la représentation commerciale courante par le grand public, elle ne procède pas des mêmes conceptions, ce qui en fait son originalité et peut-être par là même un facteur de disparition tout au moins dans son contexte actuel. Il serait trop long ici d'analyser dans le détail son déroulement purement technique qui n'est pas le but de cet article.

Le représentant porte le nom de « vendeur automobile », nom officialisé, pour des raisons financières, par les services commerciaux des constructeurs capitalistes ou de la Régie Renault : cette appellation officialisée permet, en effet, à l'employeur de licencier le représentant dit « vendeur » sans l'indemniser pour création et cession de clientèle.

En réalité le représentant en automobiles s'apparente aux couches nouvelles. Il est, à son insu, l'instrument de consolidation du néo-capitalisme dû au développement croissant de l'automobile. Qu'est-il d'autre en réalité dans la hiérarchie du travail ? Ni un technicien dans l'acceptation du terme ni un cadre à proprement parler. Son niveau est celui d'un agent de maîtrise dont la spécialité se caractérise par une aptitude particulière à convaincre, une sorte de don naturel auquel se juxtapose un minimum de connaissances professionnelles. Il est une symbiose fortement imprégnée d'individualisme savamment entretenu, par crainte d'une prise de conscience, et d'une option en quelque sorte sur l'évolution actuelle qui pourrait aller à l'encontre des intérêts des capitalistes.

Ils sont environ 40.000 à 50.000 répartis dans tout le pays au sein de succursales, de concessions ou d'agents marginaux. Livrés au paternalisme ou à l'exploitation, ils ne possèdent aucun contrat les mettant à l'abri des vicissitudes du marché, d'une mau-

vaise gestion de l'entreprise ou simplement du fait du prince...

Aucune sécurité d'emploi, mais une servitude constante et quelle servitude ! Une heure d'embauche matinale, mais pratiquement pas d'horaire d'arrêt, la journée pouvant s'achever aussi bien à minuit. On visite souvent le « prospect » lorsque lui-même a terminé son travail. Rentré au domicile, il faut procéder à la compilation, sous forme de rapports, des désirs de toute la clientèle visitée dans la journée. Par le jeu des immatriculations, que les services spécialisés préfectoraux divulguent aux constructeurs se prêtant indirectement à cette moderne astreinte, le vendeur est soumis à des pourcentages de vente draconiens qu'il doit sans cesse faire progresser quelles que puissent être les fluctuations économiques.

En rapport constant avec les caprices de la masse conditionnée par une publicité obsessionnelle, il est le seul à souffrir d'une éventuelle déviation d'un modèle, et s'élève dans bien des cas contre l'anarchie concurrentielle qu'il déplore, et dont un jour il sera la première victime expiatoire, s'il ne l'est pas déjà. Percevant inconsciemment les contradictions du capitalisme qu'il est incapable d'analyser et encore moins de combattre, il retombera vite dans son isolement, dans sa soumission égoïste. Le salaire qu'il perçoit relativement élevé, fruit du surtravail (1.400 à 1.600 F et quelquefois plus en province), l'illusion d'une vie professionnelle indépendante et d'une appartenance à une classe privilégiée, véritable miroir aux alouettes, l'y aideront rapidement. Dans cette atmosphère abrutissante, il reste peu de temps pour la culture.

Pas de discussions artistiques ou scientifiques, moins encore politiques — ces dernières proscrites par les constructeurs comme étant de nature à porter préjudice à la profession. Qu'il présente sa candidature à une élection municipale, cantonale ou législative, il se verra aussitôt opposer le veto sous forme de menaces d'ex-

pulsion par le concessionnaire ou le constructeur. Intrusion intolérable dans sa vie privée, atteinte à sa liberté purement formelle, il devra tout subir. Ne possédant aucune qualification, il ne pourra nulle part prétendre au même salaire et sera plongé, de ce fait, dans la grande aventure de la paupérisation. C'est bien la forme d'exploitation la plus insidieuse, la plus dégradante du néo-capitalisme.

Dans un proche avenir et dans le cadre d'une réorganisation de la profession s'orientant vers les supermarchés, il sera simplement sacrifié. Dans leur majorité, hélas ! ces travailleurs ne sont pas encore conscients du sombre avenir qui menace leur foyer.

Jusqu'à ce jour, personne n'avait osé s'élever dans ce milieu contre ce moderne potentat, toujours pour les raisons invoquées précédemment. Aujourd'hui, le masque est jeté. L'Argus automobile, hebdo apparemment réactionnaire, a ouvert ses colonnes à un style nouveau en contradiction avec son comportement habituel. Est-ce une évolution ? Est-ce une manœuvre ? Il est encore trop tôt pour le déterminer. Mais cette attitude aidera au consensus d'abord perspectives politiques intéressantes.

Ce qui semblait être, il y a quelque temps, de la fiction, peut devenir réalité si les moyens nécessaires sont mis en œuvre. Une totale compréhension des sphères dirigeantes du parti est indispensable pour aider ce dernier à pénétrer cette couche nouvelle, inorganisée, dépolitisée et qui vote trop souvent à l'encontre de ses intérêts.

Il faut, dans un premier temps, essayer de grouper tous ces éléments dispersés, c'est une tentative en cours. Il faudra, dans un second temps, promouvoir une orientation par une action psychologique délicate. Pour clore cet article, je souhaite que les événements qui naîtront de l'évolution politique actuelle facilitent notre tâche.

René Guoin-Rabal.

Louis Houdeville.

Manifestation,

grève des livraisons de viande

LE SYNDICALISME PAYSAN
ENTRE DANS L'ACTION DIRECTE

La Fédération nationale des Syndicats d'exploitants agricoles vient de faire une grève des livraisons de viande du 30 janvier au 10 février. Cette grève est d'une extrême importance du point de vue politique et revêt en quelque sorte une signification historique à plusieurs titres.

En effet, l'action syndicale agricole s'était jusqu'ici caractérisée par l'utilisation de moyens « classiques » engageant les collectivités paysannes et non pas l'individu (l'agriculteur en tant que tel). Rassemblements, meetings, barrages de routes et même d'autres actions plus directes telles que les occupations et blocages de préfectures, ont été menés depuis plusieurs années avec un certain succès, mais c'est la première fois, dans l'histoire du syndicalisme agricole, qu'un moyen tel que la grève est employé.

Maintes fois évoquée, plusieurs fois proposée même par certaines fédérations de pointe, cette forme d'action avait toujours été écartée par les instances nationales qui la jugeaient difficilement applicable, voire dangereuse. Les quelques grèves de livraisons de lait qui se sont produites ces dernières années gardaient un caractère limité et sporadique.

Or la grève des livraisons de viande, pendant dix jours, a été suivie pour toute la France, et la F.N.S.E.A. a recommandé de l'appliquer massivement. Les régions « riches », c'est-à-dire le Nord et le Bassin parisien, traditionnellement plus conservatrices que les régions plus pauvres, telles que le Sud-Ouest et le Centre, ont accepté de suivre ce mot d'ordre qu'elles avaient jusqu'à ce jour repoussé. Pourquoi ?

En premier lieu, c'est parce que la centrale syndicale paysanne peut défendre actuellement avec le maximum de chances deux bons dossiers : celui du sucre, qui intéresse les régions betteravières du Nord et du Bassin parisien, et celui de la viande, qui intéresse une grande partie des régions agricoles françaises. Cette rencontre pour la défense de deux produits essentiels, explique en partie l'unanimité qui s'est faite pour la grève des livraisons de viande.

En quelques mots, en ce qui concerne le « dossier sucre », de quoi s'agit-il : les sommes nécessaires au

financement des aides accordées aux Etats africains sont prélevées sur la caisse d'exportation des sucres qui est alimentée par le produit de cotisations de résorption que versent les betteraviers. Or la France expédie à ces pays du sucre à un prix inférieur de 15 F par quintal au prix français, alors que, sur le marché mondial, le sucre français peut être vendu avec un bénéfice de 45 F par quintal. Il s'agit donc là, comme on l'a dit, d'une véritable escroquerie, d'un détournement de fonds professionnels à des fins politiques. C'est un très bon argument pour défendre la revalorisation des prix demandés par les betteraviers.

Pour la viande, il est depuis longtemps prouvé qu'elle est la moins rentable des productions agricoles. L'unité fourragère vendue sous forme de céréales rapporte 40 F. Quand elle est transformée en lait, elle n'en rapporte plus que 36 ; en viande de veau, plus que 30 ; à peine 24 quand elle est transformée en viande de bœuf. Les éleveurs, qui ont appris maintenant à compter, ont tout intérêt à faire autre chose que de la viande. La production baisse, la consommation, par contre, augmente. La production, cessant d'être excédentaire, amènera la pénurie. Seul remède : l'augmentation des prix à la production, l'encouragement aux éleveurs. Cette solution est reconnue par le gouvernement, elle a été préconisée par le 4^e Plan. Mais les augmentations promises, par paliers, sont toujours remises à plus tard. Ne parlons pas, en outre, d'une réforme qui s'impose d'urgence dans ce circuit de distribution aberrant qu'est le circuit de la viande où des féodalités imposent toujours leur loi.

Une option décisive

La F.N.S.E.A. a donc, dans cette lutte, pas mal d'atouts dans son jeu. Il faut reconnaître qu'elle a bien mené la préparation psychologique de cette affaire, jusques et y compris la série d'« opérations sourire » auprès des consommateurs, avec distributions gratuites de produits, et que ses adhérents ont suivi le mot d'ordre de grève.

Il n'en reste pas moins qu'ils se trouvent, tout au moins pour les plus convaincus d'entre eux, devant une option décisive que les ouvriers ont prise depuis longtemps. Celle de s'engager personnellement, d'accepter une perte d'argent pour faire triompher leurs revendications.

Il est peut-être encore trop tôt pour faire le bilan des conquêtes du syndicalisme paysan. Les critiques ne manquent pas quant à l'application difficile (par suite de la complexité des textes, de l'interprétation abusive de certains critères, de l'insuffisance des crédits accordés, etc.), des décrets récents sur l'organisation des marchés, les lois sociales, retraites, promotion sociale, etc. Il n'empêche que l'ensemble est assez impressionnant si l'on considère que tout cela ne date que de quelques années. Les agriculteurs restent infiniment plus sensibles à une revalorisation des prix qu'à de lointaines et parfois hypothétiques réformes de structure. Mais tout se tient, l'agriculture est complexe.

Dans la révolution qui s'opère en ce moment dans le monde agricole, la pratique de la grève vient apporter aujourd'hui un élément nouveau. Quelle que soit l'issue de ce mouvement, l'organisation syndicale paysanne en restera fortement marquée.

J.-E. F.



La production baisse, la consommation augmente. (Agtip.)

COLLOQUE SOCIALISTE

(Suite de la page 3)

autres. Chacun adhère et militait en tant que socialiste dans un parti socialiste ;

2) L'accord sur la définition de la laïcité de l'Etat, de l'école et... du Parti était total, sans aucune réticence. Nous avons même réussi à donner un contenu positif à la notion restreinte de tolérance ;

3) L'accord s'était fait également pour admettre qu'en dehors de l'action politique, le chrétien, comme les autres, avait le droit de militer et de s'exprimer comme il l'entendait. Mais il ne faudrait pas croire que tout cela s'est fait sans heurts ni sans difficultés. Il y a eu des sectarismes, des découragements.

Le catholique subissait une double pression morale, celle de son Eglise qui comprenait mal son action commune avec les communistes (par exemple pour les désistements électoraux) ou sa lutte pour la laïcité de l'école, et celle des camarades socialistes qui ne pouvaient admettre qu'il soit possible d'être à la fois socialiste et catholique, et qui, pratiquant la chasse aux sorcières, multipliaient les procès d'intention.

C'est par l'action commune, le travail d'équipe, la réflexion en commun et les responsabilités partagées que la preuve a été faite de la possibilité de construire une organisation socialiste de type nouveau, comprenant les uns et les autres.

Au cours de nos débats tout le monde, sans exception a pris pour base idéologique la laïcité de l'Etat et de l'école. Ecole publique, fonds publics, école privée, fonds privés. Et là se pose le problème du calendrier et de l'étalement dans le temps des réformes nécessaires, afin de ne pas les réaliser dans un climat de bataille préjudiciable au développement du socialisme. Je pense qu'il faudra aussi donner quelques garanties aux groupements et organisations culturels ou religieux afin qu'ils aient l'assurance de pouvoir développer librement et sur un strict pied d'égalité leurs activités d'éducation en dehors de l'école.

Gilles Martinet

Gilles Martinet intervient d'abord sur le problème de la « laïcité socialiste ». « Je ne pensais pas d'abord, dit-il, qu'il soit nécessaire de consacrer toute une partie du débat idéologique à la question de la présence de militants catholiques dans les rangs d'un mouvement socialiste. Non seulement parce que cette question est résolue pratiquement chez nous, mais encore parce qu'il me semble que tous ceux qui sont ici acceptent cette présence. Mais on m'a fait remarquer qu'il y a aussi ceux qui s'abstiennent de participer à nos débats en raison précisément de l'attitude différente qu'ils ont adoptée sur

cette question. Nous devons donc aborder franchement le problème ne serait-ce que pour démontrer que les absents ont eu tort de ne pas venir. »

Gilles Martinet pose ensuite le problème de la participation des communistes aux prochains colloques. « Si nous avons accepté l'invitation lancée par la S.F.I.O., c'est-à-dire par un parti dont nous avons combattu la politique durant toutes ces dernières années, c'est d'abord parce que ce parti est désormais dans l'opposition, mais c'est aussi parce qu'il avait dans ses déclarations rejeté les anciennes formules centristes et parce qu'un certain nombre de ses dirigeants — en particulier Gérard Jaquet — avaient posé clairement le problème de « l'alternative socialiste » au régime et de la nécessaire collaboration avec les communistes pour réaliser cette « alternative ». Nous avons approuvé les déclarations émanant de membres responsables de la S.F.I.O. et concluant à la nécessité d'un dialogue sur le fond avec les communistes. Nous ne croyons pas à l'unité d'action généralisée, à la résurrection du front populaire, nous croyons en revanche à la perspective de l'unification socialiste.

« Or, depuis notre dernier colloque, un « événement important », comme l'a dit Georges Brutelle, est intervenu qui nous fait craindre que cette position soit pratiquement remise en question. Je ne parlerai pas de l'événement en lui-même, c'est-à-dire de la campagne présidentielle et de la désignation de Gaston Defferre, mais j'insisterai sur le fait que la résolution qui a été adoptée à cette occasion par le Congrès de la S.F.I.O. et les déclarations faites par le candidat me paraissent amorcer une évolution vers la reconstitution d'une sorte de « troisième force ». On ne peut renvoyer à un « jour très lointain » la réforme d'ensemble des institutions et affirmer en même temps la possibilité d'une « alternative socialiste ».

« Voici pourquoi nous nous posons dès aujourd'hui une question que nous aurions dû normalement vous poser à la fin de ces colloques. Ceux-ci n'ont aucun pouvoir de décision. Ce sont nos organisations respectives qui auront à tirer la leçon de leurs travaux. Mais il s'agit de savoir s'ils se dissoudront purement et simplement ou s'ils se poursuivront avec d'autres interlocuteurs. Nous penchons pour cette seconde formule parce que nous croyons que les questions que nous débattons ici intéressent l'ensemble du mouvement ouvrier et parce que nous pensons qu'il serait difficile au Parti communiste de se dérober à l'invitation que nous lui adresserions. Encore une fois cela aurait pu être décidé plus tard. Mais il y a cet événement dont je vous ai parlé et les doutes qu'il a fait naître dans notre esprit. C'est donc dès maintenant que nous vous demandons de nous répondre.

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e) Tél. : SUF 19-20
Rédaction : 8, rue Henner Paris (IX^e) Tél. : PIG 65-21

Publicité : Geneviève Mesgulche 6, Avenue du Maine Paris-14^e. Tél. : LIT 19-39.
Pub. Littéraire : 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65
3 mois 7,5 F
6 mois 15 F
1 an 28 F
Soutien 50 F
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 68-61, rue La Fayette Paris (9^e)

LA CRISE ECONOMIQUE ATTE

St-NAZAIRE: 1.500 licenciés continuent à se défendre

A PRES la fermeture anticipée des Fonderies, l'action contre les licenciements a été loin de se ralentir à Saint-Nazaire, où les journalistes tant de la presse écrite que de la radio ou de la télévision, sont nombreux. S'ils s'attendaient à des bagarres avec les C.R.S., ils ont été déçus. La population a su maîtriser ses nerfs mis à rude épreuve.

Mardi, des fondeurs ont distribué des tracts au marché. Certaines femmes pleuraient: elles étaient elles-mêmes, femmes de licenciés. Les agents des Renseignements Généraux étaient à l'écoute de toutes les conversations. Ils n'ont pas dû entendre beaucoup de félicitations pour de Gaulle.

La ville est triste, angoissée, les Grands Magasins ne connaissent pas l'affluence habituelle, les soldes se font mal.

Même les directeurs de banque s'inquiètent. Comment les traites que doivent, soit les travailleurs, soit les commerçants, vont-elles être payées?

Et comment ne pas partager l'angoisse des travailleurs licenciés quand tant de problèmes se posent à eux?

Certains par exemple se sont endettés jusqu'à 5.000 F envers les « Fonderies », sans compter d'autres emprunts à l'Etat, pour se faire construire leur maison, et ne savent pas comment ils vont pouvoir continuer à rembourser leurs dettes avec leurs maigres allocations de chômage. Et quand j'ai posé cette question à M. Bonnell, directeur des Fonderies, et à M. Blanche, maire de Saint-Nazaire, aucun des deux n'a pu me répondre.

Or, me disait un vieux travailleur, d'autres chômeurs s'étaient trouvés dans la même situation il y a trente ans et ils avaient été chassés de leurs maisons, les maisons Loucheur de l'époque. Est-il pensable qu'une telle situation se reproduise aujourd'hui?

De Gaulle, lors de l'inauguration du « France », le 11 septembre 1960, avait déclaré: « Puisque j'ai l'occasion de vous voir, sachez bien ceci: Ce qu'on appelle les Pouvoirs publics, l'Etat, n'ignorent rien de la situation particulière de Saint-Nazaire, en ce qui concerne son travail d'aujourd'hui et les perspectives de son travail et je vous dis: Ce que doit faire la solidarité nationale, ce qu'elle peut être à l'égard de cette ville française, la solidarité nationale le fera, je vous le dis très simplement et très sincèrement. »

Où est cette solidarité qui permet que tant de travailleurs se retrouvent chômeurs et bientôt dans la misère?

Première manifestation à Nantes

Le mouvement contre les licenciements commence à faire tache d'huile.

En effet, jeudi 6 février, huit cars ont emmené les licenciés, leurs femmes et leurs enfants à Nantes. Avant leur départ, la population de Saint-Nazaire était venue les encourager « pour cette nouvelle marche sur Nantes », et avait généreusement répondu aux quêtes faites en leur faveur. Quand je demandais aux licenciés que je connaissais s'ils avaient retrouvé du travail: « Non » fut la seule réponse. « Je me suis présenté à l'embauche d'une entreprise qui cherchait des électriciens, ce que je suis, me dit l'un d'eux; mais l'âge limite était de 35 ans. J'ai 41 ans. Je ne suis pourtant pas vieux mais ils ne m'ont pas pris! »

La seule chose que demandent les licenciés c'est du travail. Et c'est cela qu'ils ont été dire au préfet de Loire-Atlantique, Lobut.

Sur le chemin de Nantes, au passage des cars, les métallurgistes de Penhoët avaient fait la haie. Ils

avaient le cœur tellement serré en voyant passer les licenciés, qu'ils eurent du mal à chanter l'« Internationale ». Car si les gars des « Chantiers » savent que 250 d'entre eux vont être licenciés, ils ne savent pas encore lesquels. Oh! la direction des « Chantiers » les a tous fichés il y a peu (rendement, absentéisme, etc.) et ainsi elle n'aura pas de mal à choisir.

Tandis que les cars continuaient leur route vers Nantes, les métallurgistes, pour appuyer les revendications de leurs camarades, débrayaient et se rendaient place de l'Hôtel-de-Ville à Saint-Nazaire, où ils étaient attendus par une délégation du Comité de défense de l'emploi. Caux, adjoint au maire, devait alors dire au nom de ce Comité: « Aujourd'hui nous devons dénoncer les responsables de cet état de choses, c'est-à-dire des Pouvoirs publics.

« Il y a quelques semaines, nous étions seuls, maintenant il y a d'autres Saint-Nazaire dans la France. C'est pourquoi, s'il faut rester calmes et dignes, il faut aussi être fermes.

« Soyons pour nos jeunes un exemple. Ils ne doivent pas rougir de nous, car même si le chômage et son cortège de misères doit durer des semaines et des mois, c'est pour nos enfants que nous luttons. »

A Nantes, les métallurgistes étaient eux aussi sortis, pour accompagner les licenciés, du marché de Talensac à la préfecture. Des instituteurs, des agriculteurs, des représentants de la population étaient là, soit 10.000 personnes devant la préfecture. Mais ceci n'est qu'un prélude préparant un grand rassemblement départemental à Nantes pour le 19 février au Champ-de-Mars.

L'escroc et les fondeurs

Déjà les organisations syndicales de la C.G.T., de la C.F.T.C., de C.G.T.-F.O., de la F.D.S.E.A., du C.D.J.A., de la F.E.N. et de l'A.G.E.N. ont lancé un appel publié en commun pour assurer le succès de cette manifestation, qui a pour objet de défendre un programme d'action visant au respect du plein emploi, à l'expansion économique de la région, à l'amélioration des conditions de vie et de travail de tous les travailleurs, ouvriers, paysans et étudiants.

Et le mouvement amorcé ne s'arrêtera sans doute pas là. Une délégation du Comité de défense de l'emploi de Saint-Nazaire, a en effet été reçue à Rennes, par une délégation du C.E.L.I.B. (Comité d'Etudes et de Liaison des Intérêts Bretons), pour envisager une action commune dans tout l'Ouest.

Un escroc voulait profiter du désarroi des travailleurs des Fonderies. Il fit part à un délégué, qu'il avait l'intention d'acheter les Fonderies pour transformer cette entreprise en coopérative, et il demanda à ce délégué de convoquer certains de ces camarades très capables pour déjà en préparer le conseil d'administration. Ce qui fut fait. Un président fut même élu. Seulement quand l'escroc demanda que chaque membre de ce conseil lui verse 500 F les gars comprirent et l'escroc fut arrêté. Mais s'il manqua réussir, c'est que son idée de transformer les Fonderies en coopérative répondait à un désir sous-jacent des travailleurs, qui se sentent fort capables de gérer l'entreprise (beaucoup ont 40 ans d'expérience). Un Israélien kibboutziste, qui se trouvait ces jours-ci à Saint-Nazaire, me disait que dans son pays cela aurait été possible et que 50 % des entreprises de son pays sont la propriété exclusive des syndicats. Seule la République socialiste le permettrait.

Denyse Franck



Les trois responsables de la métallurgie nazairienne: Robert Biegaut (C.F.T.C.), Paul Malnoé (F.O.), Jules Busson (C.G.T.).

(Photo Tribune)



Les travailleurs du bassin de la Sambre sont décidés à ne pas abandonner la plus importante pharmacie sociale d'Europe.

R.T.F.: recettes en progrès

TOUS les syndicats professionnels de la R.T.F. ont réalisé leur unité pour s'associer à la grève générale qui s'est déroulée le 5 février dernier. C'était la première fois qu'un tel mouvement prenait une telle ampleur. Au cours du meeting public qui s'est déroulé devant une salle comble, Max-Paul Fouchet donna lecture d'un très important rapport — qui situe le problème — et dont nous donnons ci-dessous de larges extraits.

Depuis 1958, quatre directeurs généraux, trois directeurs généraux adjoints se sont succédé: ce qui explique peut-être, en partie, l'improvisation permanente en matière de gestion dont souffre la R.T.F.

Pendant la même période, la plupart des directeurs responsables des grands services ont été changés, les nominations ont, presque toujours, été faites pour des raisons qui échappent à la compétence professionnelle.

Le ministre de l'Information et la Direction générale n'ignorent pas la gravité de ces problèmes. Cependant, au lieu de rechercher des solutions conformes de l'établissement et ceci malgré les conférences de presse, interviews et communiqués qu'ils font publier dans les journaux, ceux qui ont la charge de la R.T.F. poursuivent une politique qui ne peut

qu'entraîner la disparition du service public.

Plutôt que de s'attaquer aux vrais problèmes, ils préfèrent, après l'échec avoué d'une réforme des programmes qui ne fait que s'aggraver par des nouvelles mesures, s'en prendre aux structures mêmes de l'établissement en supprimant le nombre des services chargés de la mise en place et de la production des programmes, licencier le personnel spécialisé et faire appel de plus en plus au concours de conseillers irresponsables aussi bien sur le plan statutaire que sur celui de la compétence professionnelle.

Alors que les recettes de la R.T.F. sont, chaque année, en expansion constante, les charges que fait peser le Trésor sur le budget de l'établissement amènent la réduction constatée des émissions de Radiodiffusion, ne permettent pas à la Télévision de mettre en place un plan de programmes pour la deuxième chaîne et conduisent la R.T.F. à présenter au public des productions au rabais.

La dégradation des programmes est accentuée par la conception même de ceux qui ont la charge de diriger l'établissement. La doctrine actuelle en matière de programmes semble s'orienter vers la conception d'une R.T.F. instrument de transmission, alors que, jusqu'à présent, la R.T.F. service public se faisait un devoir d'être avant tout un centre de création

INT TOUS LES TRAVAILLEURS

MAUBEUGE : 15.000 mutualistes manifestent pour la défense de leur pharmacie

C'EST une magnifique réponse à M. Grandval qu'ont fournie, ce samedi 1^{er} février, les salariés mutualistes du bassin de la Sambre qui ont débrayé le matin et se sont rassemblés au stade de Maubeuge en un gigantesque meeting au cours duquel le président de leur mutuelle et les délégués syndicaux (C.G.T., C.F.T.C., F.O. et C.G.C.) devaient flétrir les projets de l'actuel ministre du Travail.

On sait, en effet, que le ministre du Travail voudrait interdire aux pharmaciens mutualistes de délivrer gratuitement à leurs adhérents les médicaments prescrits par ordonnances. Le motif invoqué est que la gratuité totale entraînerait des abus dans la consommation pharmaceutique et mettrait, de ce fait, en péril le budget de la Sécurité sociale !... Mais, outre le fait que les pharmaciens ne font que délivrer les médicaments prescrits par les médecins, les tenants du « ticket modérateur » n'ont pas réussi à prouver que la Mutualité, dans le cas précis de Maubeuge, soit la cause de dépenses accrues pour la caisse de Sécurité sociale, puisqu'elle représente 53 p. 100 des dépenses en médicaments et qu'elle fournit plus

de la moitié des assurés sociaux de l'arrondissement.

Et s'attaquer aux pharmaciens mutualistes qui ne représentent que 2,5 p. 100 des dépenses en médicaments (13 milliards sur les 549 milliards de chiffre d'affaires réalisés en France en 1962) prouve bien que ce n'est pas aux difficultés de la Sécurité sociale que l'on veut porter remède.

En fait, cette querelle — vieille de vingt-cinq ans : l'âge de la pharmacie mutualiste — dissimule mal la lutte tenace des pharmaciens « libéraux » contre les pharmacies « sociales ». Celles-ci, bien sûr, ne respectent pas les « règles du jeu » puisqu'elles font profiter leurs clients des marges bénéficiaires exorbitantes qui sont de rigueur dans le commerce des produits pharmaceutiques. C'est, en effet, dans la différence entre le prix d'achat des produits (55 à 60 p. 100 du prix marqué) et le remboursement de la Sécurité sociale (70 à 90 de ce même prix) que, par une gestion intelligente, la « pharmacie mutualiste » parvient à délivrer gratuitement les médicaments prescrits à ses adhérents. Pour les achats sans ordonnances, elle accorde une remise de 20 p. 100.

Rien d'étonnant à ce que les mutualistes, informés depuis deux mois des dangers qui planaient sur leur société, par des campagnes de presse, d'affiches, de tracts et surtout par le travail des délégués syndicaux au sein de leurs entreprises, aient répondu aussi nombreux à l'appel de leur syndicat.

Dans l'unité la plus parfaite, des débrayages eurent lieu dans toutes les entreprises du bassin de la Sambre, qui permirent aux ouvriers de se rassembler au stade de Sous-le-Bois.

Si l'on tient compte du fait que dans l'ensemble des entreprises se trouvent 43.000 mutualistes salariés travaillant par postes et que beaucoup habitent très loin des lieux de travail, c'est un magnifique succès que d'avoir rassemblé 15.000 manifestants. Il est vrai qu'à Télé-Lille on n'en a compté que 5.000 à 6.000. Mais comme l'on sait que la télévision annonce souvent deux ou trois fois plus de monde qu'il n'y en a sur le passage de de Gaulle, on peut penser que par souci de maintenir égaux les plateaux de la balance, on a voulu cette fois n'en dénombrer que la moitié ou plus probablement le tiers.

Chacun ici se félicite de ce succès et espère que ce coup de semonce suffira à faire comprendre au ministre que les mutualistes sont bien décidés à défendre leur société. Les délégués syndicaux qui prirent la parole l'en ont averti. S'il ne tenait pas compte de cet avertissement, il aurait à faire face à une opposition résolue car les ouvriers de cette région ont parfaitement compris que ce que l'on appelle pudiquement « ticket modérateur » (différence entre le prix et le remboursement de la Sécurité sociale) ne « modère » que les bourses les plus plates. Et qu'il est criminel dans les milieux populaires d'obliger les gens à se modérer avant d'appeler le médecin, de crainte de ne pouvoir ensuite régler une ordonnance trop coûteuse. Déjà la franchise de 3.000 francs, de sinistre mémoire, l'avait rappelé à ceux qui paraissaient l'ignorer.

Non, monsieur le Ministre, les travailleurs du bassin de la Sambre n'abandonneront pas leur pharmacie, la plus importante pharmacie sociale d'Europe, et en bien des points un exemple de ce que pourrait être un véritable service national de santé, juste et démocratique.

U. Battist.

DENAIN :

reprise du travail mais pas de solution

A la suite d'une grève perlée des fondeurs des hauts fourneaux d'Usinor, à Denain, 4.800 ouvriers des aciéries avaient été mis en chômage le 3 février, sur les 9.000 salariés que compte l'entreprise (dont 1.500 ingénieurs, cadres et employés). A la suite d'un meeting organisé le 6 février, meeting accompagné d'un défilé dans les rues de Denain, les syndicats C.G.T., C.F.T.C. et F.O. décidaient l'arrêt du mouvement et obtenaient la reprise du travail pour le vendredi 7 février. Toutefois, pour des raisons techniques, le travail ne devenait normal que cette semaine.

Des non-syndiqués à l'origine du conflit

C'est à la suite d'un réajustement des salaires des manœuvres des hauts fourneaux que les ouvriers fondeurs demandèrent une augmentation de 20 F anciens de l'heure. La direction ayant répondu par une de fin de non-recevoir, les fondeurs ramèneront la production des quatre hauts fourneaux à 25 p. 100 de leur capacité. Il semble que le conflit ait été déclenché par des ouvriers non syndiqués.

La baisse de la production de fonte liquide entraînait la réduction du gaz de récupération des hauts fourneaux, gaz qui alimente en énergie carbonique les aciéries et les ateliers de laminage. Il en résultait d'abord la réduction à 40 heures hebdomadaires de l'horaire de certains ouvriers, puis, invoquant des motifs de sécurité et le fait que les aciéries ne pouvaient être alimentées suffisamment, la direction arrêta deux hauts fourneaux, ce qui provoqua la mise à pied de milliers de travailleurs.

Un nouveau cahier de revendications

Face à cette situation, les syndicats s'employèrent à trouver une issue. Cependant, les ouvriers dont l'activité a été interrompue quatre jours ne seront pas indemnisés, les règles d'attribution des indemnités de chômage ne permettant pas de couvrir cet arrêt de travail dont la durée n'égale pas les délais prévus. Il a seulement été admis qu'ils pouvaient demander que la période d'interruption soit décomptée de leurs congés payés.

Quant aux 180 ouvriers fondeurs, ils ont déposé un nouveau cahier de revendications portant sur l'augmentation de leurs salaires, qui dépendent de la production réalisée et sur les conditions de travail. La direction s'est contentée de dire qu'elle étudierait les cas particuliers. A l'heure où nous écrivons, si la fermeture de l'usine a été évitée, le conflit initial demeure donc sans solution.



(Photo Tribune)

ession, mais dégradation des programmes

artistique et de rayonnement de la culture française tant en France qu'à l'étranger. Enfin, nous ne pouvons passer sous silence l'importance de la mission d'information qui doit être celle d'un véritable service public. Même dans le cas où les bulletins d'information présenteraient la plus totale objectivité, ils demeurent suspects dans la mesure où ils seront directement contrôlés par un gouvernement quel qu'il soit.

Compte tenu de cette situation, il apparaît que, très rapidement, le service public R.T.F. ne sera plus en mesure de fonctionner et qu'on cherchera à le rendre responsable de prochaines mesures tendant à sa liquidation, on essaiera, en effet, de faire croire au public que la liberté d'expression ne peut se manifester dans un établissement placé sous la tutelle de l'Etat, que seule la création de postes privés de radiodiffusion et de télévision sur le territoire national permet à tous les courants d'idées de se faire connaître. Cette proposition démagogique ne peut, en aucun cas, abuser ceux qui savent dans quelles conditions fonctionnent actuellement les postes privés et comment sont désignés les responsables placés à leur tête. Nous n'en voulons, par exemple, que les appétits suscités par les vacances de direction de Radio Monte-Carlo, de la Radio des Vallées d'Andorre, Vouloir amener la R.T.F. à renoncer à

sa vocation pour la limiter à une stricte concurrence, ne permet d'offrir au public qu'un choix de programmes très restreint et de même nature. Une telle conception amène également la R.T.F. à renoncer à son rayonnement français vers l'étranger. Ne constatons-nous pas, déjà, la réduction voulue des émissions sur ondes courtes, la réduction du budget consacré par les Affaires étrangères aux émissions vers l'étranger, la réduction de plus de 75 p. 100 des émissions en langues berbère et arabe vers le Moyen-Orient, la réduction, dans nos programmes, des cases horaires réservées aux émissions offertes aux échanges internationaux et, notamment, celles réservées aux projets de la Communauté des programmes de langue française ?

LE P.S.U. ne peut qu'approuver les conclusions du rapport qui demande : « que le montant de la taxe ne soit pas détourné de l'utilisation à laquelle il est destiné ;

« que la répartition des crédits tienne compte, en priorité, des besoins indispensables à la production des programmes d'une grande entreprise de spectacle et de presse ;

« que les usagers reçoivent des émissions conçues et produites par les meilleurs spécialistes ;

« que les créateurs de tous horizons

(qu'il s'agisse d'auteurs, de compositeurs, de chansonniers, d'animateurs, etc.) aient la possibilité de s'exprimer, le critère de qualité étant le seul imposé ;

« Que les meilleurs interprètes puissent prêter leur concours aux émissions ;

« que les journalistes puissent informer le public en toute conscience, libérés de toute censure, conformément à la charte codifiant leur profession ;

« que le nombre d'émissions de qualité suive l'expansion qui doit être celle de notre établissement excluant tout licenciement et permettant, au contraire, un plan d'ensemble de recrutement et de formation assurant le développement harmonieux de notre entreprise ;

« que les directeurs soient choisis avant tout autre considération pour leur compétence, ainsi que de la stabilité indispensable à la bonne marche de leur service ;

« qu'un statut démocratiquement élaboré permettant à la R.T.F. d'exercer sa mission de véritable service public au service de la nation en toute indépendance et avec l'autonomie financière nécessaire soit effectivement mis en place. »

★

Ce rapport — ainsi que la résolution qui a été adoptée à l'unanimité — a été rédigé avec l'approbation de l'intersyndicale des professionnels de la R.T.F.

LES ACCIDENTS DE L'HISTOIRE AU SERVICE DE LA POLITIQUE PERSONNELLE

Si l'il fallait tenir une rubrique chronologique des événements de politique étrangère intervenus pendant ces dernières semaines, grand serait l'embarras du commentateur par la profusion des faits qui se pressent à son attention.

En effet, si la réouverture de la conférence du désarmement au problème de Chypre, en passant par la révolution de Zanzibar, l'intervention britannique au Kenya, le voyage de Chou En-lai en Afrique, les élections vénézuéliennes et la flambée de Panama, jusqu'au coup d'Etat de Saïgon, la matière est diverse, les événements multiples et comme sans liens apparents. Le monde bouge, certes, mais pour engendrer le chaos.

Et pourtant, si ce chaos avait une logique, ces événements disparates un lien, alors un visage du monde apparaîtrait, ni tout à fait terrifiant, ni tout à fait rassurant ; le monde de 1964.

Disons, pour schématiser, que trois événements commandent notre analyse :

— La rupture sino-soviétique.
— La coexistence U.R.S.S.-U.S.A., pour ne pas dire l'accord U.S.A.-U.R.S.S.

— La réapparition des pays en voie de développement comme enjeu d'un nouvel équilibre du monde. Ceci étant la conséquence de cela. Les Chinois désirant confirmer à leur profit les situations révolutionnaires des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Sud. Même s'ils ne favorisent plus directement ou indirectement l'écllosion de telles situations, ils ne sont pas cachés, *dixit* Chou En-lai, d'y apporter toute leur attention satisfaites.

Les Occidentaux, singulièrement Anglais et Américains, qui, après s'être assurés d'un répit du côté soviétique pour stabiliser leurs affaires (les Anglais par la poursuite d'une

décolonisation « à la Britannique » et les Américains par une recherche de compromis entre le maintien des exigences de leur politique militaire et économique en Asie et en Amérique latine et le respect des jeunes nationalismes), se voient subitement pris de vitesse par les revendications des peuples de ces pays humiliés et appauvris qui trouvent considération et soutien auprès d'une nation de 700 millions d'habitants.

Pour simplifier encore, disons qu'à l'intérieur de ces événements majeurs sont intervenus des accidents qui compliquent le jeu et qui justifient ces soudaines flambées avant que le décor n'ait été définitivement planté :

1°) Le désarroi de la politique étrangère américaine après la mort de Kennedy, qui explique Panama et Saïgon. Nous ne voulons pas dire par là que les problèmes sud-américains et du Sud-Est asiatique n'existaient pas du temps de Kennedy ni qu'ils ne se seraient pas développés d'une manière explosive. Nous voulons dire que Kennedy connaissait les règles de la partie qui se jouait aussi bien en Amérique qu'en Asie, qu'il en savait l'enjeu et qu'il avait par rapport à eux une ligne de conduite, c'est-à-dire une politique. Tel ne semble pas être le cas de son successeur, qui apparaît hésitant, sinon dépassé. Un vide semble s'être créé que de Gaulle, attentif, ô combien, à la partie, prétend combler. C'est le deuxième accident imprévisible.

2°) L'apparition du gaullisme sur la scène mondiale comme phénomène catalytique des revendications des peuples asiatiques, sud-américains et africains envers les peuples nantis, singulièrement les U.S.A. Après avoir reconnu la Chine, voilà la France, ou plus exactement le gaullisme, devenue sa concurrente en idéologie, qui, plus est, concurrente sérieuse, tant il apparaît vraisemblable que le système gaulliste, pragmatique, paternaliste, policier semble mieux convenir à ces peuples tropicaux que la rigide discipline du socialisme chinois, à l'exception peut-être de l'Algérie.

Ce phénomène, embarrassant pour tout le monde, y compris pour la gauche française, mérite qu'on s'y arrête et qu'on le considère. On comprend que cette attitude de de Gaulle séduise certains de ceux qui, sous le précédent régime, se sont efforcés de dégrader notre politique étrangère du *leadership* américain et de l'incliner vers la voie de la solidarité et du soutien aux pays sous-développés. Une des grandes erreurs de la IV^e République fut de n'avoir pas compris que notre indépendance passait d'abord par la décolonisation. Sur ce point, comme sur bien d'autres, d'ailleurs, le gaullisme est solidaire des erreurs de la IV^e, mais on peut également se demander si ces mêmes bons esprits acceptent les méthodes gaullistes qui conduisent à cette nouvelle politique, et surtout s'ils en ont mesuré les conséquences sur notre économie d'abord, sur notre situation générale ensuite.

Par exemple, il est probable que, dans l'appréciation gaulliste du jeu diplomatique, le dégagement envers l'Amérique nécessitait d'abord l'indépendance militaire, donc l'acquisition d'une force de frappe.

Egalement, il ne suffit pas d'affirmer sa solidarité avec les sous-développés, il vient un jour où il faut le prouver : avec de l'argent, des techniciens, une organisation des marchés, etc. Bien entendu, l'intendance suivra, mais jusqu'où ?

On ne peut concevoir un pro-

gramme de cette envergure sans que l'Europe s'en mêle.

En fait, la question peut se formuler ainsi : quel type d'organisation européenne devons-nous construire pour répondre à ce double objectif : dégagement envers la politique étrangère des U.S.A. et soutien aux pays en voie de développement ?

Pour sa part, de Gaulle a répondu. Imposer à l'Europe le *leadership* français appuyé sur une force de frappe susceptible de remplacer le bouclier atomique américain.

L'opposition socialiste devrait répondre en renversant les données du problème : rendre inutile la protection atomique américaine en réduisant et liquidant les points de friction de la guerre froide par la reconnaissance des frontières de 1945, la liquidation



L'intendance suivra... mais jusqu'où ?

du problème de Berlin, un plan de désarmement précis et détaillé des armes conventionnelles d'abord, applicable par étapes par l'U.E.O. et l'organisation de Varsovie, et un plan de dénucléarisation ensuite, une organisation de l'Europe, enfin, qui ne soit pas centrée d'abord sur des préoccupations militaires.

Mais, pour revenir à notre propos du début, il ne faudrait pas, pour autant, considérer ni l'U.R.S.S. ni les U.S.A., parce que requises par des problèmes de politique intérieure comme hors de cause.

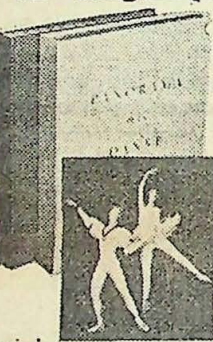
Engagées, l'une et l'autre, dans un marchandage planétaire envisagé uniquement sous l'angle nucléaire, il est probable que cette vision d'un nouvel équilibre mondial subira, sous la double pression gaulliste et chinoise, des à-coups, peut-être même une révision spectaculaire.

Mais il serait hasardeux de croire que les deux Grands abandonneront si facilement le *leadership* de leur zone respective.

En fait, on peut se demander si, au lieu d'aider à l'établissement d'un compromis profitable à tous, l'intrusion gaulliste et chinoise ne risque pas de troubler et de compliquer cette recherche de la paix dont les hommes rêvent, mais qu'ils s'ingénient, jour après jour, à refuser les chemins.

P.-A. Maurienne.

« TRIBUNE SOCIALISTE » VOUS OFFRE



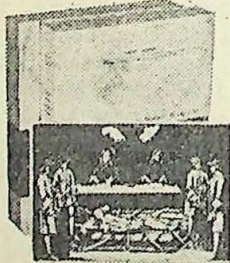
moins chers que d'occasion quelques exemplaires neufs de magnifiques ouvrages presque épuisés avec faculté de retour

PANORAMA DE LA DANSE

par Serge Lido, Préface de Jean Cocteau

Jamais n'a été élevé à la gloire du Ballet un monument aussi riche que ce Panorama de la Danse qui réunit en 2 volumes 24x31 reliés pleine toile les numéros rarissimes d'une somptueuse revue et donne, sur 848 pages, 767 pages (!) de magnifiques photos en noir et en couleurs, où la grâce aérienne des corps sans défauts compose de ravissantes architectures. Une documentation unique sur le Ballet contemporain et un splendide livre d'art.

Les 2 vol. reliés 84 F au lieu de 156 F



HISTOIRE DE LA MAGISTRATURE

par Marcel Rousselet

Premier Président de la Cour d'Appel de Paris

Les institutions, les usages, les événements et les grandes figures qui ont jalonné mille ans de vie judiciaire française, présentés en 2 magnifiques volumes 22x28 1/2 (plus de 1 000 pages - 232 documents en noir - 8 pages couleurs) - Un ouvrage de fond pour toutes les bibliothèques.

Les 2 volumes brochés 48 F au lieu de 175 F (reliés)



AUJOURD'HUI LA CHINE

par Pierre Gaspar (préface de Claude Roy)

La Chine Communiste, ce mystérieux pays aux 600.000.000 de visages, pose à la plupart d'entre nous, une inquiétante énigme. Voici enfin un livre qui soulève le voile et nous en restitue (grâce à de splendides photos prises sur le vif et des textes éblouissants) un portrait vivant, direct, familier. Un passionnant document qui est aussi : un véritable album d'art (142 documents en noir, 9 pages en couleurs), couverture laquée rigide en couleurs.

19,50 F au lieu de 40 F



LA PEINTURE HOLLANDAISE AU XVII^e SIECLE

par E. Huttinger

Un somptueux album d'art qui vous convie à une véritable redécouverte du "siècle d'or" de la peinture flamande. Un chef-d'œuvre de l'impression suisse. 72 documents en noir - 24 pages en couleurs - 173 pages format 22x30 sous couverture rigide et laquée en couleurs.

29 F au lieu de 46 F

BON à adresser à la Librairie Pilote 30 rue de Grenelle, Paris-5^e

Veuillez m'envoyer les ouvrages suivants

pour un montant total de fr. somme que veuillez trouver inclus en un chèque mandat chèque postal joint à votre compte Librairie Pilote n° 13.905-31 Paris.

Il est bien entendu que je garde la faculté de renvoyer les ouvrages dans les 48 heures et que je serai dans ce cas immédiatement remboursé.

T.S.

Nom

Profession

Adresse

7-13 février 1962 : les travailleurs contre l'O.A.S.

FEVRIER 1962. Souvenez-vous, depuis sept ans et quatre mois, l'Algérie est le théâtre du plus sanglant des massacres. Sous le règne des Bourges-Maunoury, Lejeune, Lacoste, ce qui n'était qu'une improvisation est devenu, peu à peu, une institution d'Etat : face à un peuple qui se bat pour son indépendance, on procède, sous le vocable de pacification, au plus atroce des génocides. Le 21 juin 1957, Maurice Audin est étranglé. Les exécutions sommaires et les massacres de la population civile se multiplient à travers toute l'Algérie.

La nature même de la guerre d'Algérie conduit directement au 13 mai 1958, au coup de force contre la République. C'est le triomphe des « Colonels » (Godard, Gardes, Argoud et des généraux Jouhaud, Massu, Salan). En France, c'est l'impudente parade des Tixier-Vignancour, Biaggi et autres Sidos. Et, se servant de ceux-là, c'est, pour les gaullistes comploteurs, l'installation du régime que nous subissons encore aujourd'hui, aidés par la lâche complicité de ceux qui avaient, le 2 janvier 1956, reçu du peuple mission de faire la paix en Algérie et de défendre la République...

Souvenez-vous : c'est alors l'installation en France des méthodes de la pacification. Les tortionnaires d'Alger : Charbonnier, assassin de Maurice Audin, Faulques, assassin d'Omar Djegri, reçoivent des promotions dans la Légion d'honneur. Les harkis sont installés à Paris, ce sont les ratissages de nos quartiers et de nos villes de banlieue à forte implantation algérienne, c'est la chasse au faciès, la torture pratiquée en plein Paris, les ratonnades du 17 octobre, les vivants, les blessés et les morts jetés dans la Seine : c'est l'Algérisation de la France!

Dans le même temps, la lutte magnifique du peuple algérien et le réveil de l'opinion publique contraignent le pouvoir à parler d'autodétermination, d'Algérie algérienne et à esquisser une tentative de négociation. Ce sont alors les barricades d'Alger, puis le putsch et l'O.A.S. C'est aussi la riposte de notre peuple, la grève générale, la mobilisation des travailleurs face à la menace fasciste.

A côté des hommes qui, au printemps 1960, devaient fonder le P.S.U. en s'élevant contre la guerre d'Algérie, et venant de tous les horizons, des militants s'engagent aux côtés du peuple algérien : Jeune Résistance, Réseau Jeanson, Comité Audin, Dé-

claration des 121, etc., en appellent à la Gauche, à la classe ouvrière, au peuple de France, à l'opinion politique internationale.

L'action porte enfin ses fruits ; en octobre 1960, à la Mutualité, c'est la manifestation pour la paix en Algérie à l'appel de notre Parti, de l'U.N.E.F., de la C.F.T.C., de la F.E.N., de l'U.D.F.O., etc.

Le 1^{er} novembre 1961, la démonstration de la place Clichy, organisée par le P.S.U., marque un tournant de la lutte qui s'intensifie en France comme en Algérie : l'O.A.S., exacerbée, multiplie les attentats, les meurtres et exécutions de toutes sortes. Face à ce déchainement, le pouvoir gaulliste ne montre que de la mansuétude : acquittements, sursis, condamnations

bénignes... Les frères du 13 mai sont devenus ennemis, mais ils sont frères avant tout : la police de Frey et de Papon réserve ses coups à ceux qui lutte contre le fascisme menaçant.

Les 7 et 8 février 1962, le visage ensanglanté d'une petite fille de quatre ans crève la « une » de la grande presse ; l'O.A.S. vient, une fois de plus, de faire couler le sang.

Le 8 février, à l'heure où sous la pluie, le pavé noirci reflète les enseignes au néon, des hommes et des femmes résolus, calmes, maîtres d'eux-mêmes et disciplinés, manifestent en vagues puissantes. Ils marchent dans la rue en criant : « Le fascisme ne passera pas ! » « O.A.S.-Assassins » !

Alors que la manifestation prend fin, alors que le cortège se disloque, les forces de police se déchainent : des hommes, des femmes, des enfants sont piétinés, renversés. Dans la bouche du métro Charonne, c'est un véritable enfer, dix ou douze couches d'êtres humains sont mêlés, renversés ; une avalanche de coups, de grilles d'arbres, de projectiles divers s'abat sur des corps piétinés, écrasés, déchirés...

Des dizaines de blessés, neuf morts : tragique bilan de la tuerie de Charonne.

Le lendemain, la riposte des travailleurs s'organise : alors que le 8 février, seuls le P.S.U., le P.C., la C.G.T., la C.F.T.C., l'U.N.E.F. et la F.E.N. appelaient à la manifestation, le 9 février, c'est à l'appel de toutes les organisations de la gauche que plus de deux millions de travailleurs débrayent dans la région parisienne. Le 12 février, une immense colère déferle en vagues irrésistibles à travers le pays. Le 13 février, c'est l'hommage de Paris à ses morts, c'est l'immense, l'inoubliable cortège silencieux d'un million de Parisiens défilant pour les obsèques de neuf martyrs.

Le 13 février prochain, à 18 h. 30, les travailleurs, le peuple de Paris défilent en masse au Père-Lachaise pour rendre hommage aux victimes du pouvoir gaulliste, responsable des violences de Charonne. Ils manifesteront par là même leur volonté :

- de voir châtier les coupables des assassinats ;
- de voir accorder réparation aux familles des victimes de la répression du 8 février ;
- de voir réhabilités les militants qui luttèrent pour la paix en Algérie et que le régime maintient en prison ou contraint à l'exil.

Claude Lavezzi.



(Photo Elie Kagan.)

Châtier les coupables des assassinats...

IL Y A 30 ANS, LE 6 FEVRIER 1934...

DEPUIS 1931, la France est paralysée par une crise économique, conséquence de celle qui frappe d'autres pays capitalistes depuis le krach de 1928. Le nombre de chômeurs augmente sans cesse. La paysannerie est touchée, et les classes moyennes sont elles aussi victimes de la crise. Elles perdent confiance dans le parti radical usé par le pouvoir et dans les institutions parlementaires impuissantes et salées par les scandales financiers (1).

Le mouvement ouvrier est déchiré par les divisions, et la crise économique entraîne la naissance ou le développement de « tout un conglomerat de groupements revendicateurs... à l'idéologie confuse dans un milieu social où le capitalisme et l'anticapitalisme se mélangent inextricablement dans la plupart des consciences » (2). Les ligues fascistes rassemblent tous les mécontents et les dressent contre le régime parlementaire et les organisations ouvrières.

L'émeute fasciste du 6 février

Exploitant le scandale Stavisky, dans lequel (2) sont compromis certains parlementaires, les ligues fascistes, avec la bienveillance complice du préfet de police Jean Chiappe : Action française, Croix de feu, Jeunesses patriotes, Solidarité française, auxquelles s'étaient joints des anciens combattants de l'Union nationale des combattants, donnent l'assaut à la Chambre des députés. Place de la Concorde, les combats font rage, jusqu'à tard dans la nuit. Finalement, le service d'ordre reste maître du terrain et le lendemain le Quotidien titrait : « La République continue ».

Cependant Daladier démissionne, bien que maître de la situation, et Gaston Doumergue constitue un gouvernement d'« union nationale », à la satisfaction de l'extrême-droite.

La riposte ouvrière du 9 février

Au lendemain du 6 février, malgré ses faiblesses et ses divisions, la classe ouvrière française se dresse contre les ligues fascistes. La direction de la S.F.I.O. appelle à une « mobilisation du parti ». Les fédérations de la Seine et de la Seine-et-Oise, favorables à l'unité d'action avec le P.C., demandent une entrevue aux communistes. Cette première démarche n'aura aucun résultat et il faudra attendre la manifestation du 9 organisée par le parti communiste place de la République, où militants et forces de police se livrèrent de violents combats se soldant par six morts du côté des travailleurs, pour que socialistes et communistes prennent les premiers contacts.

L'écho des fusillades se répercute dans tout le pays et le 12 février 1934 la C.G.T. lance l'appel à la grève générale avec l'appui du parti socialiste. La C.G.T.U. et le parti communiste se rallient au mouvement. Plus de 4 millions d'ouvriers participeront à la grève.

L'après-midi, la manifestation organisée par le parti socialiste, à laquelle se joint le cortège communiste, rassemble au total un million de personnes sur le cours de Vincennes. Pour la première fois depuis des années, communistes et socialistes défilent côte à côte aux cris de « Unité, Unité ».

Le 17 février, les fédérations socialistes de la Seine et de Seine-et-Oise participent aux obsèques des ouvriers communistes tombés le 9 place de la République.

L'unité d'action

Mais la menace fasciste continue à peser, tandis que le patronat étrangle l'économie et réduit les ouvriers à la misère. Aux yeux des travailleurs, « la division ouvrière apparaît clairement comme la principale faiblesse face au fascisme et au patronat » (1).

Les journées des 6, 9 et 12 février avaient opéré un courant d'unité chez les travailleurs socialistes et communistes et, après de nombreux contacts, conférences et discussions, le 16 juillet 1934, le conseil national de la S.F.I.O., sous l'impulsion de son aile gauche, décide à une écrasante majorité d'accepter le projet de pacte d'unité d'action, qui est signé par les représentants des deux partis le 27 juillet.

Une première manifestation commune réunissait socialistes et communistes pour l'anniversaire de la mort de Jaurès.

Ainsi s'ouvrait, pour une période trop courte l'époque la plus féconde du mouvement ouvrier français : le Front populaire.

Forces et faiblesses

La conclusion du pacte d'unité d'action eut pour corollaire l'unification du mouvement syndical et permit la victoire électorale du Front populaire qui, appuyé par un puissant mouvement de grève, aboutit à un ensemble de réformes tel que la classe ouvrière n'en avait jamais

obtenu dans son histoire. Mais le Front populaire comptait en son sein des éléments de la petite bourgeoisie qui freinèrent le mouvement en avant : la faiblesse des dirigeants socialistes-communistes face aux exigences de cette petite bourgeoisie (« La pause », de Léon Blum et le « Tout n'est pas possible » de Thorez) contribua à démobiliser la classe ouvrière.

L'alignement de Léon Blum sur la politique britannique de non-intervention en Espagne et le mutisme aveugle du P.C. par rapport à la diplomatie soviétique portèrent le coup fatal au pacte d'unité d'action socialiste-communiste et par voie de conséquence au Front populaire.

La grande leçon que nous devons tirer des événements de 1934, c'est la grande force irréversible que possède le mouvement ouvrier lorsqu'il arrive à dépasser ses courants divergents et à réaliser « l'UNITE », cette unité qui après trente ans reste toujours l'objectif numéro un des véritables forces socialistes.

Aujourd'hui, alors que l'on parle de « démocratie renouée », de coalition antigauilliste hétérogène, les événements de février 1934 et la fin du Front populaire nous montrent clairement qu'au-delà des revendications immédiates et partant d'elles il faut arriver aux contestations des structures mêmes du régime capitaliste. Et cela ne se fera pas en alliance avec la bourgeoisie, même si elle s'intitule libérale.

Dominique Laury.

(1) Juin 1936, Editions Ouvrières.
(2) P. Frédéric, Etats des forces en France, Gallimard.

TRIBUNE DES LETTRES

Où l'on découvre que les patrons jusqu'en 1870 se sont organisés pour maintenir les barrières douanières

Les Origines du patronat français

de Roger PRIOURET

D'INNOMBRABLES travaux ont été consacrés par les historiens, les sociologues, les économistes, les théoriciens du mouvement socialiste, à l'histoire des organisations syndicales ouvrières. La classe antagoniste, celle des patrons, a-t-elle suscité moins de curiosité ? A-t-elle, consciemment ou non, découragé les chercheurs ? Toujours est-il qu'on ne trouve guère, en ce qui la concerne, que des monographies relativement peu nombreuses, mais aucune étude d'ensemble sur les organisations professionnelles du patronat.

Roger Priouret a tenté de combler partiellement cette lacune en pu-

blant son livre sur les Origines du patronat français (1).

C'est précisément un des intérêts de ce travail d'avoir montré à quel point cette histoire est encore mal connue et, plus encore, combien il est difficile de l'écrire. A quoi cela tient-il ?

Sans doute, pour une part, à une volonté délibérée. Roger Priouret cite, en exergue, quelques phrases de Jaurès : « Les hommes d'Etat, les diplomates nous ont laissé leurs Mémoires. Nous savons précisément comment on fait ou défait les Constitutions, comment on vole une province, comment on gagne une bataille. Seuls les grands capitalistes, qui sont les vrais rois et les vrais généraux de notre temps, s'enveloppent de mystère. »

Le secret des affaires, même de celles du passé, est bien gardé : on ne trouve que fort peu de documents. Celui des affaires présentes, l'est encore plus : Priouret arrête son

histoire à 1870, faute de pouvoir accéder aux archives qui lui auraient permis de dépasser la fin du Second Empire. Sur la période contemporaine, il a dû se borner à noter rapidement les traits essentiels du patronat français, tels qu'il a pu les découvrir par ses contacts de journaliste.

Mais cette explication ne suffit pas. L'idée directrice du livre de Roger Priouret nous en apporte une autre : au fond, les patrons, pendant la plus longue partie de leur histoire, au cours du 19^e siècle, se sont redoutés et surveillés les uns les autres bien plus qu'ils ne redoutaient la classe ouvrière, faible et inorganisée, tenue en complète sujétion par le régime politique et social. Le patronat, du temps de la concurrence, était par nature réfractaire à toute organisation collective. Il est remarquable, en effet, que les premières tentatives de groupement et de coordination aient été inspirées non par un réflexe de défense contre les revendications de la classe ouvrière, mais par des considérations protectionnistes et malthusiennes. Au milieu du 19^e siècle, les grandes batailles du patronat en tant que groupe organisé ont été livrées con-

tre l'abaissement des droits de douane et la politique du libre-échange.

De l'histoire que nous retrace Roger Priouret, on garde l'impression que la classe patronale a très rarement été capable de surmonter ses propres contradictions et de s'organiser. L'auteur n'en conclut pas pour autant que son influence sur le pouvoir politique a été nulle ; il estime simplement que cette influence s'est exercée par la puissance économique détenue par le patronat et qu'elle s'explique beaucoup plus par la structure de la société capitaliste que par une pression directe, systématique, coordonnée.

La thèse est probablement juste pour la période considérée, c'est-à-dire les deux premiers tiers du 19^e siècle. L'est-elle encore pour la période contemporaine ? L'auteur, dans son dernier chapitre, paraît enclin à le penser. En réalité, pour répondre à la question, il serait nécessaire d'étudier non seulement l'organisation patronale actuelle (le C.N.P.F.) et ses interventions les plus apparentes, mais aussi la puissance économique réelle des groupes qui la composent, leurs forces respectives, leurs différents moyens d'action. Souhaitons que les groupes de chercheurs — car cette étude ne peut être qu'un travail collectif — s'attachent à cette entreprise. Il vaut la peine, pour commencer, de lire Les Origines du patronat français.

Pierre Luquet.

(1) Ed. : Bernard Grasset. - 15 F + T.L.

Pour quelques jours encore
des conditions exceptionnelles
sont offertes à nos lecteurs
pour
les



ŒUVRES COMPLÈTES DE VICTOR HUGO

Voici la "première édition vraiment complète" (écrit PARIS MATCH)... et la moins encombrante de la plus grande œuvre du XX^e siècle : 4 magnifiques volumes de 1.800 pages environ, hauts de 27 cm, larges de 21, épais de 6,5, reliés pleine toile or fin, tranche supérieure dorée. 3 volumes sont parus mais seront hélas bientôt épuisés (le 4^e paraîtra l'année prochaine) : 1^o ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES (153.873 vers, 13 millions de caractères, nombreuses tables, biographie illustrée de V. Hugo de 40 pages,) 2^o ŒUVRES ROMANESQUES COMPLÈTES avec des romans inconnus et 30 pages d'illustrations dessinées par V. Hugo lui-même. 3^o ŒUVRES DRAMATIQUES ET CRITIQUES COMPLÈTES (tout le théâtre de Victor Hugo, ses œuvres critiques, ses journaux intimes et les extraordinaires comptes-rendus des tables tournantes illustrés par une vingtaine de pages de dessins faits par la Table).

Nous pouvons encore offrir aux lecteurs ces magnifiques volumes aux conditions exceptionnelles suivantes : 1^o chacun des volumes I et II : 10 versements mensuels de 13 F 50 ou 3 de 42 F ou 120 F comptant (attention ! ces prix seront bientôt fortement majorés). 2^o Le volume III : 10 versements mensuels de 15 F ou 3 de 46 F ou 135 F comptant. 3^o Les 3 volumes ensemble : 10 versements mensuels de 40 F ou 3 de 125 F ou 355 F comptant. Pour bénéficier de ces prix de faveur n'hésitez pas à adresser immédiatement le bon ci-dessous à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, Paris VII^e en joignant simplement le montant de votre premier versement : vous recevrez aussitôt franc le volume choisi (si vous en commandez plusieurs soulignez celui que vous voulez recevoir en premier) vous l'examinerez à loisir et si vous n'êtes pas entièrement satisfait vous pourrez renvoyer l'ouvrage 3 jours après dans son emballage d'origine. En ce cas votre commande sera annulée et vous serez immédiatement remboursé.

à adresser à la LIBRAIRIE PILOTE - 30 rue de Grenelle - Paris-VII^e
(cocher les cases précédant les formules adoptées)

Veuillez m'adresser les Œuvres Poétiques Complètes les Œuvres Romanesques Complètes les Œuvres Dramatiques et Critiques Complètes. Je réglerai en 1 3 10 versements. Veuillez trouver ci-inclus chèque chèque postal
compte Librairie Pilote N° 1390531 Paris de _____ francs.
Je garde le droit de renvoyer dans les 3 jours le 1^{er} volume que je recevrai et en ce cas ma commande sera annulée et je serai immédiatement remboursé.

Nom _____ Profession _____

Adresse _____ Signature _____

N° C. C. P. ou bancaire _____ T.S. 1

LA CAGE DE VERRE

par Haïm Gouri

A l'heure où le procès de Francfort apparaît comme un dialogue de sourds, où personne ne se sent coupable, où tous les accusés jusqu'à l'aide de camp du commandant d'Auschwitz « ignoraient tout » du sort des détenus, un document bouleversant paraît en France qui, par son hallucinante vérité, bouscule le confort intellectuel du lecteur et l'oblige à regarder vingt ans en arrière et à se poser des questions.

Car le livre de Haïm Gouri est beaucoup plus qu'un journal du procès d'Eichmann, c'est le témoignage d'un philosophe qui dépose devant l'Histoire un impitoyable réquisitoire non seulement contre un homme, mais élevant le débat, ce journaliste israélien démontre avec lucidité de quoi l'être humain peut-être capable.

« Nous avons bien vu au cours de ce procès de quoi l'homme est capable, lorsqu'il n'assassine pas, lorsque ses actes rencontrent l'approbation générale. Nous vivons au cœur même de cette ère, sous le ciel de l'angoisse. »

C'est en ce sens que Haïm Gouri fait œuvre de philosophie, il met l'homme devant son miroir, devant ses responsabilités. Il nous crie cette effrayante vérité : ce sont nos démissions, notre indifférence, voire parfois notre approbation qui permirent l'arrivée au pouvoir d'hommes tels qu'Eichmann. L'homme qui était dans la « cage de verre » n'était pas seul responsable.

L'auteur nous force à sortir de notre léthargie, à prendre conscience que l'être humain est capable des plus grandes œuvres mais aussi des plus grands massacres.

Puissions - nous comprendre l'avertissement que lance Haïm Gouri. L'avenir, pour beaucoup, en dépend.

« Il faut ne jamais oublier que tout ce qui appartient en apparence au domaine de l'inconcevable est, en fait, du domaine du possible. »

Marcel Aizertin.

(1) Editions Albin Michel.

Vient de paraître

● VOLONTAIRES POUR L'ECHAFAUD, de Vincent Savarius. Le récit d'un des principaux accusés des procès staliniens de Budapest, en 1949, qui décimèrent les cadres du parti communiste hongrois. Ed. Julliard, 15 F.

● LE PROCES DE « HAUTE-COUR ». L'histoire des mésaventures de l'ouvrage d'Alfred Fabre-Luce « Haute-Cour », qui était le récit d'un procès imaginaire fait à de Gaulle et qui fut saisi en 1962. Ed. Julliard, 15 F.

● SOVKHOZ, KHOLKOZ OU LE PROBLEMATIQUE COMMUNISME, de René Dumont. — Une étude très poussée de la situation agricole en U.R.S.S. L'auteur est allé sur place chercher les données réelles d'un des problèmes qui retiennent le plus l'attention des dirigeants soviétiques. Ed. du Seuil.

Le billet de Jean Binot

Le bon exemple

Saluons l'événement : M. le ministre Giscard a pris le métro comme M. Tout-le-monde ! Ver-ra-t-on Pompidou sortir de l'autobus et qui vous savez aller à bicyclette ? Après tout, S. M. le roi de Suède en use.

Mais puisque M. le ministre des Finances se trouve, peut-on dire, en si bonne voie, qu'il utilise donc son billet de congé annuel pour Saint-Nazaire ; il s'y mêlera aux travailleurs menacés de perdre leur gagne-pain — ou qui l'ont déjà perdu — et saisira sur le vif leur opinion quant à sa politique économique.

Et qu'il y emmène son petit collègue Peyrefitte dont, à ce propos, les déclarations ruis-santes de sympathie intelligente et de chaleur humaine ont positivement bouleversé les chers au-diteu

TRIBUNE DES ARTS

Télévision

"Cinq colonnes à la Une"

Eliminer le clin d'œil au téléspectateur

CHACUN s'accorde à reconnaître — depuis bientôt cinq ans — les mérites et les qualités de « Cinq Colonnes à la Une ». Cette émission dont les cerveaux créateurs sont ceux de Pierre Lazareff, Pierre Desgraupes et Pierre Dumayet a, dès son départ, fait la preuve que l'objectivité, l'honnêteté, une certaine recherche dans la composition comme dans l'articulation des sujets et dans leur choix étaient et demeurent les seuls garants d'un journalisme télévisé bien conçu. Ce journalisme qu'il fut quotidien, hebdomadaire ou mensuel — comme dans le cas de « Cinq Col... » — répondait à un besoin réel exprimé par une grande majorité des téléspectateurs.

Ainsi donc, un style fut trouvé qui emporta les adhésions et qui, en dépit des hauts et des bas inhérents à toute œuvre créatrice qui se veut à échéance régulière, parcourut en cinq ans, un chemin où les succès l'emportèrent sur les échecs.

Mais tout use. Tout s'use. Le pouvoir comme les meilleures formules. Et les animateurs de cette émission se trouveront donc un beau jour prisonniers de leur système. La solution s'imposa comme une lapalissade : changer de formule. Cela fut annoncé, dès la « rentrée » d'octobre, à grands coups de trompes et de cymbales.

Hélas ! Hormis les apparitions trop fréquentes, envahissantes de Pierre Desgraupes sur le petit écran, la formule demeure identique à elle-même. Mais que nul ne se méprenne. Je ne suis, en aucun cas, hostile au cadre, tout comme au travail de « Cinq Colonnes à la Une... ». La qualité d'un travail ne s'estime pas en fonction d'une certaine pérennité, mais plus prosaïquement, au regard d'éléments invariables qui peuvent, quant à moi, durer aussi longtemps que les « Trois Pierre » l'estiment possible.

Ce n'est donc pas sur ce point que porte ma querelle. Je m'oppose aujourd'hui à certains procédés utilisés avec complaisance — notamment vendredi dernier par Pierre Desgraupes — et qui ressortissent plus au racolage qu'au journalisme.

Je m'explique. Lorsqu'un journaliste fait un reportage sur un « coup », cette mission présente, par principe, un certain nombre de dangers inhérents à notre profession. La liste est longue déjà des journalistes tués ou blessés dans l'accomplissement de leur métier. Et je ne parle pas de quelques passages à tabac ou quel-

ques journées de prison. Cela est normal. Cela est implicitement contenu dans tout contrat liant un reporter à son employeur. Cela fait partie des risques de notre métier.

Une présentation intolérable

C'est pourquoi j'ai trouvé intolérable la présentation faite par Pierre Desgraupes des tribulations et des dangers subis et encourus par Roger Louis au Congo. Ce qui importe au lecteur, comme au téléspectateur, c'est ce qu'on lui a rapporté. Par l'image ou par le texte. Le résultat brut et non les circonstances, les incidents de parcours, les risques, les dangers. En outre, la séquence elle-même était suffisamment riche d'émotions et de qualités dramatiques et journalistiques sans que l'on éprouve le besoin de raconter la clientèle en cherchant à l'apitoyer sur les dangers subis par celui qui avait été chargé de les réaliser et de rapporter ce document.

Le ratissage d'un village par les forces de police et de l'armée du gouvernement de Léopoldville — si elle est une opération quotidienne dans le cadre des tentatives de rétablissement de l'ordre faites par M. Adoula contre la révolte de Mulele — est une opération journalistiquement rare à enregistrer. Etre sur place au bon moment et au bon endroit est déjà une entreprise difficile à réussir. Avoir en outre l'autorisation de filmer représente souvent une gaucherie. Roger Louis avait ainsi pu réunir toutes les conditions d'un travail dont les téléspectateurs ont été les bénéficiaires. Cela, à leur avis, suffisait amplement. Point n'était besoin d'en rajouter. Point n'était besoin de fabriquer un héros provisoire que le public n'a pas à connaître.

Des machines à enregistrer

Je dirai plus : lorsque Roger Louis a répondu lors de son interview par Pierre Desgraupes qu'il avait été gêné de travailler alors que l'on brutalisait un homme sous ses yeux et que d'autres se faisaient matraquer, je réponds que ce n'est pas vrai.

Non pas que nous soyons devenus des individus blasés par l'exercice d'un métier qui nous a forcément mis face à des situations douloureuses. Non pas que toute sensibilité soit en nous émoussée. Non pas que nous ayons le cœur sec et le sang froid.

Je prétends simplement que nous devenons, une fois plongés dans l'actualité brutale et immédiate, des machines à enregistrer. Des yeux pour voir, des oreilles pour entendre, des doigts pour écrire. Les choses et les gens n'ont pas les mêmes dimensions. Elles existent, à ce moment, non plus en fonction des individus qui agissent et de ceux qui subissent, mais essentiellement comme des images destinées à illustrer un thème précis. Nous nous trouvons totalement déçagés — ce mot utilisé pour exprimer le non-engagement — et les réactions émotionnelles ne peuvent, dès lors, intervenir qu'a posteriori.

Et c'est pourquoi, l'autre soir, me suis-je senti gêné devant le spectacle en un acte qui avait été monté.

Claude Barret.

Theâtre

LYON

Troilus et Cressida de Shakespeare

TROILUS et Cressida, pièce de Shakespeare assez peu connue. Pièce riche et dense pourtant, un peu trop littéraire, fourmillant de jeux de mots. Tragédie bouffonne, eh oui ! montrant tout le ridicule et le cruel de la guerre, toujours elle ! Pendant la guerre de Troie, Troilus, jeune fils de Priam, aime Cressida, nièce de Pendarus, et l'épousera par les bons soins de celui-ci. Pendant une trêve, les chefs troyens proposent aux Grecs de leur livrer Cressida en échange du valeureux Athènes. Cressida sera livrée, oubliera Troilus le Troyen et la guerre continuera.

A travers ce canevas, on assiste aux élucubrations des chefs militaires et aux actes sordides, grotesques, tragiques, qui accompagnent un conflit. Certaines scènes, admirables et fort bien rendues à la Cité, n'ont rien à envier aux plus beaux passages de Macbeth ou de Henri IV : le débat des chefs troyens poussés par les va-t-en-guerre Paris et Troilus, marqué par le revirement d'Hec-

tor qui passe brusquement de la sagesse à la folie guerrière ; le départ déchirant d'Hector retenu par les siens ; « l'amour haineux » (expression de Shakespeare) d'Enée et de Diomède qui s'inspectent et s'étreignent en se promettant chacun une mort magnifique pour le lendemain ; certains discours, par leur ironie et leurs propos incohérents, laissent percer des pointes d'anarchie dans un style presque surréaliste.

Pièce difficile, délicate à monter. Je n'en ai pas été autant satisfait que par Henri IV. Le dispositif scénique, ingénieux : un énorme ballast mobile me semble trop volumineux et écrase un peu le jeu des comédiens. Les costumes, chargés de toutes sortes d'ornements et ferrures, ne donnent pas aux chefs guerriers ce ridicule qui était sans doute le but recherché. Les comédiens ne sont pas tous à l'aise dans ce jeu scénique où le mouvement a un si grand rôle et trop de paroles nous échappent.

J'aurais préféré un jeu plus sobre, plus centré sur les acteurs, plus travaillé peut-être.

Tragédie bouffonne, oui, où Thersite le bouffon mène la danse macabre et grotesque de la guerre. Mais l'excellent jeu de celui-ci, en particulier pendant la bataille, est amoindri par une machination un peu trop grandiose.

Malgré les réserves qu'en tant que vieux connaisseur et admirateur exigeant de Planchon, je fais pour ce spectacle, Troilus et Cressida reste une très belle chose. A voir.

Jean-Claude Hirsch.

Cinéma

LA REVANCHE DU SICILIEN

de William Asher



UNE bonne partie de la production cinématographique américaine se confond, depuis Scarface, avec l'histoire des gangs qui tiennent sous leur coupe plusieurs secteurs de l'activité économique du pays. De récents événements tendent même à démontrer que les plus hauts personnages de l'Etat ne sont pas à l'abri des balles des tueurs télégués. Les Etats-Unis ne détiennent pas, bien sûr, le monopole des entreprises criminelles organisées, mais le phénomène de la concentration capitaliste a joué ici comme dans n'importe quelle activité industrielle, donnant au racket, au chantage ou au règlement de compte des proportions effrayantes. Cette sombre réalité, confirmée par plus d'une enquête parlementaire sur le « syndicat du crime », a inspiré de nombreux réalisateurs. Certains ont su la saisir

dans toute son ampleur et la dénoncer vigoureusement avec des films qui, pour être catalogués policiers ou « noirs », sont loin d'être des œuvres mineures.

William Asher (formé par la T.V.) appartient à cette famille de metteurs en scène intelligents et courageux : son film (produit par Peter Lawford, le beau-frère des Kennedy) a la netteté d'une épure et la dureté du béton. Henri Silva, son interprète, ne perd pas son temps à souffler dans le canon de son Beretta ou à lamper l'inspiration du fond des verres. Il lui faut faire vite et bien ; en l'occurrence place nette pour le compte d'un caïd exilé à Rome (Marc Laurence) que ses lieutenants sont en train de « doubler » dans ces affaires immobilières ou ces placements pétroliers qui recouvrent aujourd'hui les opérations de la pègre d'outre-Atlantique (jeux, drogue, prostitution)...

Ne comptez pas sur moi pour vous révéler l'issue de cette gigantesque partie de poker mortel. Sachez seulement qu'avec l'arrivée de Johnny Giordano, à New York, vous vous engagez dans le domaine de la ligne droite qui vous conduit sans périphrases jusqu'à la gueule du loup. Johnny fait tout le travail avec une logique de machine infernale. C'est un jeu terrible et fascinant auquel les flics de service ne comprennent pas grand chose mais qui vous tiendra en haleine jusqu'au mot « fin ».

Jean-Jacques Vernon.

Hollywood en pleine mutation

LES Cahiers du cinéma viennent de consacrer un numéro spécial aux mutations de l'industrie cinématographique américaine depuis que la concurrence de la T.V. fit chanceler Hollywood sur ses bases. C'est le début d'une conquête insidieuse du marché européen dont les cinémas français, italien et allemand feront probablement les frais en tant que productions « nationales ».

Devrons-nous le déplorer ? Peut-être pas ; sur le plan de la création artistique tout au moins. C'est Jacques Goimard (« A demain l'Amérique ») et de Jean-Louis Comolli (« L'Amérique à découvert ») comme les trente interviews de réalisateurs rassemblées dans ce même numéro.

J.-J. V.

MUSIQUE

LE GROUPE DE LA JEUNE FRANCE

FONDE en 1936 par quatre musiciens très différents : Yves Baudrier, philosophe et juriste, compositeur autodidacte qui fut le promoteur du groupe ; André Jolivet, qui cherche avec un langage moderne à restituer à la musique son sens incantatoire et magique ; Daniel Lesur, qui est le seul dont la musique ne révèle pas de préoccupations littéraires ou philosophiques et qui est actuellement chargé des informations musicales de la R.T.F. ; Olivier Messiaen, qui se veut compositeur chrétien et prétend exprimer la théologie à travers sa musique, est actuellement professeur au Conservatoire, ce qui n'empêche pas que chacune de ses créations soit génératrice d'un scandale.

Le lien qui les unit est le romantisme.

Autrement, ils sont aussi dissemblables que possible, trois sont des musiciens à thèse ; Baudrier, Jolivet, Messiaen ; l'autre, dégagé de ces sortes de préoccupations.

Deux cherchent avant tout à renouveler les moyens d'expression : Jolivet et Messiaen ; les deux autres, au contraire, pensent que les recherches du langage musical sont en grande partie responsables du divorce qui existe entre le créateur et le public : Baudrier et Lesur.

Messiaen organise son langage en portant du chant des oiseaux et de l'organisation de certaines successions, tant pour les rythmes que pour les intervalles, or certains effets tuent les autres, d'où parfois une certaine impression de monotonie. Le R.P. Florant déclare : « Chez Messiaen il y a un grand musicien qui s'explique de travers dès qu'il cesse d'écrire avec des notes. »

Mais il faut les écouter, car ils sont la musique de notre temps.

Pierre Bourgeois.

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du

12 au 18 février 1964

LES ANIMAUX

Un film de FREDERIC ROSSIF

STUDIO 43 43, Faubourg Montmartre PRO. 63-40

Semaine du

12 au 18 février 1964

NEUF JOURS D'UNE ANNÉE

Un film de Mikhaïl ROMM

FORCE DE FRAPPE OU EN SOMMES-NOUS ?

par Claude BOURDET

La lutte contre la force de frappe française doit maintenant passer au premier plan de nos préoccupations. Il faut bien comprendre que cette « force » n'est pas seulement ruineuse et imbécile, mais aussi qu'elle n'est nullement inoffensive et qu'elle est au centre de la mystique diplomatico-militaire gaulliste.

L'armement atomique français

Beaucoup de gens ont souligné que l'existence de cet armement atomique français, la volonté délibérée de poursuivre des essais nucléaires, le refus de signer les accords de Moscou, constituent autant d'encouragements au développement de systèmes militaires semblables dans d'autres pays. L'exemple de la France peut être suivi demain par Israël (il semble bien que nous aidions ce pays à construire ses propres bombes) ce qui amènera aussitôt l'Égypte à construire une industrie analogue avec l'aide, sans doute, de nos amis Allemands de l'Ouest, etc. La prolifération de ces armements représente un danger encore bien plus grand que leur existence aux mains des Russes et des Américains — d'autant plus qu'une guerre atomique locale déclenchée par un dictateur ou un militariste irresponsable dans un petit pays, peut parfaitement devenir une guerre mondiale « par catalyse », disent les experts.

Les dangers d'un armement franco-allemand

Mais il y a plus grave, et plus immédiat. Si l'armement nucléaire français est une dérision — et de Gaulle le sait — il n'en serait plus de même s'il s'agissait d'un armement franco-allemand. La puissance militaire allemande (déjà la première du continent après l'U.R.S.S.), les traditions de l'état-major allemand, la puissance de l'industrie d'armement allemande et le haut niveau de la technique allemande (les fusées aussi bien américaines que françaises, et peut-être russes, ont été construites en grande partie avec des études de techniciens allemands) tout cela ajouté aux connaissances nucléaires françaises, doit permettre assez vite à un « combinat » nucléaire militaire franco-allemand, ou plutôt germano-allemand, de rivaliser avec les grandes puissances.

Or, si nous nous souvenons que de Gaulle est avant tout, on l'oublie trop, un militaire et qu'il ne conçoit la « grandeur » que fondée sur la puissance militaire, le rapprochement militaire franco-allemand, le traité bilatéral, le discours prononcé devant les élèves de l'École militaire de Hambourg, prennent immédiatement un sens bien plus vaste. Comme il est interdit à l'Allemagne de posséder des armes atomiques — les clauses secrètes du traité bilatéral resteront sans doute longtemps inconnues. Mais il faut signaler (information fournie par plusieurs journalistes italiens) qu'une conférence réunie à Rome par Fanfani après le voyage en Allemagne de de Gaulle et groupant tous les ambassadeurs italiens en Europe, les fonctionnaires des Affaires étrangères et les spécialistes du Renseignement italiens, conférence destinée à évaluer le sens du voyage de de Gaulle en Allemagne, a conclu par un accord unanime des personnes présentes, d'après les rapports envoyés de nombreuses capitales, que l'alliance militaire franco-allemande conte-

nait des clauses secrètes mettant les Allemands le « pied à l'étrier » en matière atomique.

Les accords de Moscou

C'est précisément cette même certitude qui a inquiété Kennedy et l'a malencontreusement, sous l'impulsion du Pentagone, conduit à mettre en avant l'idée d'une force multilatérale, c'est-à-dire, selon le mot du sénateur américain Morse, « en réalité une force américano-allemande » ; en quelque sorte, il s'agissait d'offrir aux Allemands plus que de Gaulle. Or l'inconvénient, le péril, était le même : c'était leur mettre d'une autre façon le pied à l'étrier. Heureusement, quand Kennedy et Khrouchchev après la crise de Cuba comprirent qu'il fallait absolument arriver à un commencement de détente et préparèrent l'accord de Moscou, les contacts préliminaires (comme l'expliqua un diplomate britannique dans la *Nation* de New York) permirent à tous deux de constater qu'il fallait commencer par un début d'accord sur l'Allemagne. Cet accord, au moins tacite mais peut-être jamais matériellement signé, était de l'avis de ce diplomate, le suivant : les Américains s'engageaient à éviter tout armement atomique direct ou indirect, gaulliste ou multilatéral, de l'Allemagne de l'Ouest. En échange, les Russes promettaient de laisser subsister le *statu quo* (en tout cas le *statu quo* militaire) à Berlin-Ouest.

Cette entente permit l'accord de Moscou, et explique la fureur de de Gaulle, l'insolence de Peyrefitte à l'époque : c'était le torpillage des projets militaires planétaires de de Gaulle et de ses supporters allemands militaires et civils, au premier rang le ministre Franz Josef Strauss.

Aujourd'hui, toutefois, on a l'impression que cet accord de base n'est plus aussi solide : sans doute, la conférence parlementaire de l'OTAN n'a pas été favorable à la force multilatérale, mais Dean Rusk a recommencé à la prôner, et les Allemands à en parler avec enthousiasme, offrant même de « payer la plus grande partie des dépenses ». Il est certain que tout un « parti » en Allemagne veut un armement atomique sous une forme ou une autre, et que la possibilité de jouer sur les deux tableaux, le tableau de Gaulle et le tableau américain, la possibilité de faire « chanter » les États-Unis en flirtant avec de Gaulle, finiront bien par avoir des résultats.

Or, il faut bien comprendre, comme l'ont souligné avec force tant Walter Lippmann que Harold Wilson, que l'Union Soviétique ne peut permettre l'installation d'un armement atomique directement ou indirectement mis entre les mains d'un pays qui n'a en rien renoncé ni à annexer purement et simplement l'Allemagne de l'Est, ni à « recouvrer » tôt ou tard les territoires tchèques et polonais enlevés en 1945.

Contre la force de frappe multilatérale

Telle est une des conséquences les plus graves de la politique gaulliste. Mais si, pour ces raisons, on est opposé à la force de frappe gaulliste, il faut s'opposer avec la même énergie à cette force de frappe « multilatérale » qui en est la conséquence et le substitut et fait naître les mêmes menaces, ou peu s'en faut. Et il importe peu que l'on intitule cela, comme M. Déferre et certains journalistes dits de gauche, force de frappe « européenne ». La thèse absurde,

et criminelle si on songe à ses conséquences, suivant laquelle l'Europe, parce qu'elle est une « région forte », devrait absolument avoir une indépendance atomiquement défendue, revient en fin de compte à mettre elle aussi les armements nucléaires dans les mains de l'Allemagne de l'Ouest, principale puissance militaire et industrielle de cette « Europe ».

La base du désengagement

La vérité, c'est que le rôle de paix, de construction de la paix, qui peut être celui de la France et de l'Europe, ne se conçoit que sur la base du désengagement, et non sur celui de la simple indépendance militaire. Et le désengagement, ce n'est pas le désengagement des deux blocs militaires pour en créer un troisième, c'est le désengagement de l'idée même des blocs militaires ! Il ne s'agit pas de rendre plus instable l'équilibre de la terre en créant de nouveaux facteurs de terreur, mais de profiter du répit, peut-être pas si durable, que nous donne cet équilibre, et de la liberté de mouvement accordée au cours de ce répit aux nations qui refusent de jouer le jeu des blocs, pour travailler d'arrache-pied en faveur du désarmement et de la paix, en renonçant à tous armements autres que ceux qui suffisent à empêcher l'occupation sans combat du pays.

En effet, il importe peu de pouvoir participer à une guerre atomique, qui détruirait de toute façon l'humanité telle que nous la connaissons. Et par contre, tant qu'une telle guerre ne sera pas déclenchée, aucune grande puissance n'osera attaquer, surtout en Europe, un pays impossible à occuper rapidement, un pays dont la conquête pourrait alors précisément déclencher une guerre atomique.

« Il n'y a pas de bonnes bombes »

Ce sont là, en particulier, les idées du M.C.A.A. (1). C'est aussi la base d'accord qui a permis de fonder sur l'idée de « désengagement » la Confédération internationale pour la Paix et le Désarmement dont le M.C.A.A. fait partie, confédération elle aussi opposée à la force de frappe multilatérale. Ce sont aussi les idées que le M.C.A.A. entend défendre au sein du Comité permanent contre la force de frappe, issu du Comité temporaire.

Il est très clair qu'il s'agit là d'un tout logique. On ne peut efficacement combattre la force de frappe française et encourager la force de frappe multilatérale, ou européenne, ou bien les armements nucléaires américains ou soviétiques. « Il n'y a pas de bonnes bombes » dit le M.C.A.A. Il n'y a pas de bonnes forces de frappe. Il faut réduire celles qui existent déjà, ne pas en créer de nouvelles, et commencer par exiger la suppression de la nôtre et de celle des Britanniques. C'est précisément cette position logique qui a permis au M.C.A.A. de se développer si vite, en un an, dans une cinquantaine de départements déjà — sans compter les groupes qui démarrent. Mais il faut accélérer le mouvement : « La guerre atomique par accident est possible, voire probable, dès les années 1960-1970 », dit un rapport américain. Ce jour-là, toutes nos activités d'aujourd'hui, privées ou publiques, apparaîtraient dérisoires...

(1) Mouvement contre l'Armement Atomique, 54, boulevard Garibaldi.